



MUNICIPAL  
**Gazette**  
MUNICIPALE  
DE—OF  
**Montreal**

Organe officiel de la Corporation de la Ville de Montréal  
Official organ of the Corporation of the City of Montreal  
CANADA

Paraît le lundi matin  
Published every Monday morning

Abonnements \$4 par an  
subscriptions a year

Payables d'avance  
Payable in advance

Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit:

"La Gazette Municipale"  
Bureau de Poste: 465 ou 42 Place Jacques-Cartier, Montréal

Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit:

"La Gazette Municipale"  
Hôtel de Ville, — Montréal

All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows:

"The Municipal Gazette"  
Post Office Box: 465 or 42 Jacques-Cartier Square, Montreal.

All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows:

"The Municipal Gazette"  
City Hall, — Montreal.  
TELEPHONE MAIN 4240

RAPPORT RE FUSIONNEMENT  
DES COMPAGNIES DE  
TRAMWAY.

(PUBLICATION ORDONNEE PAR LE CONSEIL).

A LA CITE DE MONTREAL

LE BUREAU DES COMMISSAIRES A L'HONNEUR DE FAIRE RAPPORT

Re fusionnement projeté de la "Montreal Street Railway Company", de la "Montreal Park & Island Ry Co.", de la "Montreal Terminal Ry Co." et de la "Public Service Corporation" et acquisition de ces compagnies par la Cie des tramways de Montréal.

1.—A la dernière session de la législature de la province de Québec a été adoptée une loi constituant en corporation la Cie. des Tramways de Montréal. Dans le préambule de cette loi il est dit qu'il y a actuellement, dans les limites de la Cité et de l'île de Montréal, quatre compagnies de chemin de fer électrique, contrôlées par la Compagnie dite "The Montreal St. Ry Co.", dont deux régies par des lois fédérales; que les conventions régissant ces diverses compagnies ne répondent plus aux besoins du public; que ni la "Montreal St. Ry. Co.", ni les compagnies qu'elle contrôle n'ont les pouvoirs nécessaires pour effectuer un contrat qui soit de nature à satisfaire aux besoins actuels; qu'il est de l'intérêt public de faciliter une entente entre les autorités municipales et les diverses compagnies de chemin de fer électrique, en conférant les pouvoirs nécessaires à cette fin; que le meilleur moyen de faire face à la situation et d'en arriver au résultat désiré tant par les autorités municipales que par les compagnies de chemin de fer électrique, serait la fusion de toutes ces compagnies en une seule, qui serait placée sous le contrôle du conseil de la Cité de Montréal en autant que les lignes de chemin de fer en question se trouvent dans la Cité de Montréal, telle qu'actuellement constituée ou telle que par la suite agrandie; qu'à cette fin, il est nécessaire qu'une charte soit octroyée à une nouvelle compagnie, lui donnant le pouvoir d'acquérir, avec le consentement de la majorité des actionnaires et de la Commission des services d'utilité publique de Québec, les quatre compagnies de chemin de fer électrique existant dans la cité et sur l'île de Montréal, avec les pouvoirs qu'elles possèdent, et lui conférant les pouvoirs requis pour effectuer,

REPORT RE PROPOSED AMALGAMATION OF THE TRAMWAY COMPANIES.

(ORDERED TO BE PUBLISHED BY COUNCIL)

TO THE CITY OF MONTREAL REPORT

THE BOARD OF COMMISSIONERS RESPECTFULLY

Re: The proposed amalgamation of the Montreal Street Railway Company, Montreal Park & Island Railway Company, the Montreal Terminal Railway Company and the Public Service Corporation, and acquisition of these companies by the Montreal Tramways Company.

1.—At the last session of the Legislature of the Province of Quebec an act was passed to incorporate the Montreal Tramways Company. The preamble of this act sets out that there are at present within the limits of the City and Island of Montreal four electric railway companies controlled by the Montreal Street Railway Company, of which two are governed by federal laws; that the agreements governing these various companies are no longer sufficient to meet public needs; that neither the Montreal Street Railway Company nor the companies under its control have the necessary powers to make a contract of such nature as to satisfy actual needs; that public interest calls for the facilitating of an understanding between municipal authorities and the various electric railway companies by the conferring of the necessary powers to this end, and that the best way to meet the situation and to achieve the result sought for both by the municipal authorities and the electric railway companies would be to effect the merger of these companies in a single one which would be placed under the control of the City Council of the City of Montreal, in so far as its lines were within the city limits present or future, and that for these purposes it was necessary that a charter should be granted to a new company authorizing it to acquire with the consent of a majority of the shareholders and of the Quebec Public Utilities Commission, the four existing railway companies with the powers they possess, and to confer upon it the

dans le plus court délai possible, avec la Cité de Montréal, un nouvel arrangement qui soit de nature à assurer à la population un système de transport et des moyens de communication rapides et efficaces.

2.—Ce préambule indique le but que désirent atteindre la nouvelle compagnie et les raisons pour lesquelles ses promoteurs voulaient qu'elle fut constituée en corporation.

3.—La loi constituant la compagnie en corporation l'autorise à acquérir, en tout ou en partie, par achat, louage, ou autrement, l'entreprise et les biens de la "Montreal St. Ry. Co.", de la "Montreal Park & Island Ry. Co.", de la "Montreal Terminal Ry Co." et de la "Public Service Corporation", avec toutes leurs chartes, contrats, franchises, etc., et en assumant les contrats de ces compagnies, la nouvelle compagnie serait au lieu et place des autres.

4.—Advenant l'acquisition de l'entreprise et des biens de ces compagnies, la Cie des tramways de Montréal aurait, pendant une période n'excédant pas 42 ans à compter de la sanction de la loi (24 mars 1911), le droit et le pouvoir d'exploiter, au moyen de la force électrique ou de toute force motrice autre que la vapeur, des tramways dans et à travers la Cité de Montréal, subordonnement, cependant, à un contrat qui devait être passé entre la Cité et la compagnie pour déterminer la durée de la franchise et les conditions auxquelles la compagnie devait se conformer quant à ses routes, aux taux de passage, au pourcentage à payer à la Cité sur ses recettes, etc.

5.—La compagnie obtint, par sa charte, les autres pouvoirs qui étaient nécessaires pour lui permettre d'atteindre le but pour lequel elle était constituée en corporation.

6.—La "Montreal St. Ry. Co." possède toutes les actions et toutes les obligations de la "Montreal Terminal Ry Co." et de la "Public Service Corporation". Elle possède également toutes les obligations et la majorité des actions de la "Montreal Park & Island Ry. Co."

7.—La "Montreal St. Ry. Co." a passé un contrat en vertu duquel elle a acquis toute l'entreprise et tous les contrats de la "Montreal Park & Island Ry Co.". Elle a aussi passé un contrat semblable relativement à la "Montreal Terminal Ry Co." et la "Montreal St. Ry. Co." se propose maintenant de vendre toute son entreprise à la Cie des tramways de Montréal et elle s'est adressée à la Commission des services d'utilité publique de Québec pour obtenir l'autorisation de donner suite aux conditions de l'acte de vente.

8.—Par une autre loi adoptée à la dernière session et sanctionnée le même jour que la loi constituant en corporation la Cie des Tramways de Montréal, la Cie "Street Railway" a été autorisée à vendre, louer ou transférer son entreprise ou ses biens, y compris ses chartes, contrats, franchises, etc., aux conditions qui seraient approuvées par la majorité de ses actionnaires.

9.—D'après l'opinion du Bureau des Commissaires, les conditions proposées, particulièrement quant au prix à payer, et quant à la méthode par laquelle la Cie des tramways se propose d'obtenir les fonds et obligations voulus pour l'acquisition de l'entreprise, de la "Montreal St. Ry Co." affectent les intérêts de la Cité et des citoyens de Montréal, pour les raisons suivantes:

10. Le principal actif de la "Montreal St. Ry Co.", est la franchise et le privilège dont elle jouit pour le transport des passagers dans la ville de Montréal. C'est ce privilège qui lui permet de se faire son revenu, et le même privilège est aussi extrêmement avantageux aux compagnies subsidiaires dont les lignes se raccordent à celle de la "Montreal St. Ry Co."

20. Il est de l'intérêt des citoyens que le service de transport que donnera la compagnie jouissant du privilège d'exploiter une ligne de tramways dans les rues de la Ville soit aussi parfait que possible, et la charte de la Cie des tramways consacre ce principe et elle a été accordée en vue d'en arriver là. Il est aussi du plus haut intérêt de la Cité que les moyens de transport soient aussi peu coûteux que possible, tout en assurant un profit raisonnable à la compagnie sur son capital. Ce privilège prendra de plus en plus de valeur à mesure que la Ville se développera, comme elle le fera à l'expiration des 42 ans pendant lesquels la compagnie aura le droit d'exercer ses pouvoirs.

30. Le capital-actions actuel de la "Montreal St. Ry Co." est de \$10,000,000; ce montant est entièrement ses entreprises.

40. Sur ce capital, d'après le dernier rapport annuel

powers required to effect within the shortest time possible with the City of Montreal a new agreement of such a character as to insure for the people a rapid and effective system of transportation and means of transit as well.

2.—This preamble sets forth the aims of the new Company and the purposes which its promoters allege as the reasons for its incorporation.

3.—The act of incorporation of the Company authorized it to acquire in whole or in part, by purchase, lease or otherwise, the undertaking and property of the Montreal Street Railway Company, the Montreal Park & Island Railway Company, Montreal Terminal Railway Company and the Public Service Corporation, with all their charters, contracts, franchises, etc., and on assuming the contracts of these Companies the new Company was to take the place of the others.

4.—In the event of the undertakings and properties of these Companies being acquired, the Montreal Tramways Company are to have during a period not exceeding forty-two years from the date of the sanction of the Act (Mar. 24, 1911) the right and power to operate by electric or other power other than steam, tramways, in and across the City of Montreal, subject however, to a contract to be entered into between the City and the Company to determine the duration of the franchise and the conditions which the Company should be held to comply with as to its routes, as to the rates of fares, percentages to be paid to the City on the earnings of the Company, etc.

5.—The Company were given such other powers by its charter as were necessary to carry out the purposes for which it was incorporated.

6.—The Montreal Street Railway Company own all the stock and bonds of the Montreal Terminal Railway Company and of the Public Service Corporation. They also own all the bonds and a majority of the stock of the Montreal Park & Island Railway Company.

7.—The Montreal Street Railway Company have entered into an agreement by which they purchased all the undertaking and contracts of the Montreal Park & Island Railway. They have also entered into a similar agreement with regard to the Montreal Terminal Company, and the Montreal Street Railway Company now proposes to sell their entire undertaking to the Montreal Tramways Company and are applying to the Quebec Public Utilities Commission for authority to carry through the terms of the purchase.

8.—By another Act of the last session assented to on the same day as the Act to incorporate the Montreal Tramways Company, the Street Railway Company were authorized to sell, lease or transfer its undertaking or property including its charters, contracts, franchises, etc., upon such terms as might be approved by a majority of the holders of its shares.

9.—In the opinion of the Board of Commissioners, the terms and particularly the price and the method by which the Tramways Company propose to obtain the money and securities for the purpose of the acquisition of the Street Railway's undertaking, affect the interests of the City and the citizens of Montreal for the following reasons:

1.—The principal asset of the present Montreal Street Railway Company is the franchise and privilege which it enjoys of transportation of passengers in the City of Montreal. It is that privilege which enables it to earn its income, and the same privilege is also extremely beneficial to the subsidiary companies which connect with the Montreal Street Railway.

2.—It is in the interest of the citizens that the transportation afforded by the Company enjoying its privileges upon the City streets shall be as effective as possible and the Tramway Company's charter recognizes this principle and is granted upon this assumption. It is also very much in the interests of the City that the means of transportation should be made as cheap as possible, consistent with a proper return to the Company for its bona fide investment of capital. This privilege will be of increasing value undoubtedly as the City extends, as it will do within the forty-two years for which the Company has a right to exercise its powers.

3.—The present capital stock of the Montreal Street Railway Company is \$10,000,000, all of which we believe to be represented by actual money paid into the Company's Treasury and in use by it for its undertakings.

4.—Upon this capital, according to the last annual re-

de la "Montreal St. Ry Co." pour 1910, la compagnie a encaissé \$1,897,000 de recettes nettes, soit près de 19%, et à payé, sous forme de dividendes, à ses actionnaires, 10% par année. Ses obligations courantes se chiffrent par \$4,420,000, montant sur lequel elle paie 4 1-2% d'intérêt.

50. La Cie des Tramways de Montreal veut maintenant acquérir l'entreprise de la Cie "Street Railway" moyennant la somme de \$31,718,000. Elle se propose de faire cette acquisition en payant aux actionnaires, en argent, en chiffres ronds, \$9,900,000, ce qui représente virtuellement la valeur au pair de leurs actions, et en émettant pour \$16,000,000 de nouvelles obligations (qui grèveront toute l'entreprise de la compagnie) et pour \$2,000,000 d'actions ordinaires. Elle se propose aussi d'assumer les obligations de la compagnie actuelle au montant de \$4,420,000. En d'autres termes, le passif de la nouvelle compagnie sous forme d'obligations se chiffrait par au-delà de \$26,000,000, portant intérêt au taux de 5%.

60. Pour prélever les fonds nécessaires pour payer aux actionnaires le montant ci-dessus, la compagnie vendra pour \$10,445,000 de ses obligations comprises dans le chiffre ci-haut de \$26,000,000, au taux de 95%.

70. Le résultat de cette transaction est qu'aucun argent ne sera versé dans la caisse de la compagnie pour l'amélioration de son service et pour l'extension de ses lignes et que la compagnie restera avec des obligations au montant de \$26,000,000 sur lesquelles elle s'est engagée de payer aux détenteurs de ces valeurs 5% par année, soit un montant total de \$1,300,000 sans pourvoir à aucun dividende sur les actions ordinaires.

80. Ces obligations passeront sans aucun doute au bout de peu de temps entre les mains de tiers, qui tiendront à ce que la compagnie fasse assez d'argent pour payer l'intérêt sur les valeurs qu'ils détiendront et les porteurs d'actions ordinaires désireront probablement recevoir un dividende. Tout ce qui excèdera le montant versé dans la caisse de la compagnie et la valeur réelle de son matériel sera, pour nous servir de l'expression communément employée, de l'eau ou des obligations qui ne représenteront aucun placement réel de capital.

90. Cette considérable augmentation des obligations de la compagnie aura deux résultats:

1.—Elle nécessitera de plus fortes recettes afin de permettre de payer des dividendes et empêchera par conséquent un abaissement des prix de transport;

2.—Elle appauvrira la compagnie au point de la mettre dans l'impossibilité d'étendre et d'améliorer son système dans une mesure suffisante pour répondre aux besoins du public.

100. D'un autre côté, la ville de Montréal est intéressée à voir à ce que la compagnie augmente et améliore ses facilités de transport et à ce que les prix de transport soient réduits autant que possible. Si l'achat projeté est effectué, la ville sera, croyons-nous, gênée dans ses négociations futures avec la compagnie à cause du fort montant d'obligations et d'actions dont celle-ci sera obérée et elle sera privée des avantages qui pourraient résulter d'un contrat fait avec une compagnie qui aurait une réserve considérable de capital disponible. L'on devrait donner aux citoyens une part des gros profits que la compagnie retirerait du privilège que lui aurait concédé la Ville et qui appartient aux contribuables, en réduisant les prix de passage, tout en assurant aux actionnaires un intérêt raisonnable sur le capital placé. Si l'intérêt est payé sur une capitalisation gonflée, qui ne représentera aucune dépense, les prix de passage ne pourront être abaissés. Les franchises de la Cité seront capitalisées par la compagnie et les citoyens paieront plus pour en maintenir la valeur.

Les Commissaires, tout en n'étant nullement opposés au fusionnement de toutes les lignes en question, de manière qu'elles soient exploitées à l'avenir, en vertu d'un seul et unique contrat ou franchise et sur une base qui garantirait que les intérêts de la Ville seraient protégés, considèrent que pour toutes les raisons ci-dessus, le projet soumis à la Commission des services d'utilité publique de Québec pour son approbation n'est pas dans l'intérêt de la Cité et ils recommandent que l'on s'y oppose.

En terminant, nous ferons remarquer qu'au commencement de mai dernier, les Commissaires ont eu une conférence avec les représentants de la "Montreal St. Ry Co.", relativement à l'extension du système et à l'amélioration des moyens de transport, dont le besoin se fait vivement sentir dans la ville, et que les délégués de la compagnie

port of the Street Railway Company for 1910, it has made net earnings of \$1,897,000 or nearly nineteen per cent, and has paid in dividends to its shareholders ten per cent per annum. It has an outstanding bonded indebtedness of \$4,420,000 upon which it pays four and a half per cent interest.

5.—The Montreal Tramways Company now proposes to acquire this property of the Montreal Street Railway for a consideration of \$31,718,000. They propose to do this by paying to the stockholders in cash, in round figures \$9,900,000, which is practically the amount of the par value of their investment and further amount of debenture stock which is practically a mortgage on the whole undertaking of the Company for \$16,000,000 and the issue of common stock to the extent of \$2,000,000. They also propose to assume the bond issue of \$4,420,000. In other words the debenture liabilities of the new Company amount to upwards of \$26,000,000 bearing interest at five per cent.

6.—To raise the money necessary to pay the shareholders the cash above mentioned, the Company will sell \$10,445,000 of their debentures included in the above \$26,000,000 at a rate of ninety-five per cent.

7.—The result of this transaction is that no new money will be put into the Treasury of the Company which will be available for its betterments or for the extension of its lines of traffic and communication for the citizens of Montreal and that the Company will be left with debenture obligations of \$26,000,000 upon which they have obligated themselves to pay to the holders thereof five per cent per annum, or an aggregate of \$1,300,000 without making provision for any dividend on the common stock.

8.—These debenture obligations will undoubtedly in a short time pass into the hands of third persons who will expect and wish to see that the Company earn enough money to pay the interest on them and the common stock holders also will probably wish to receive a dividend. Everything in excess of the actual money put into the Company and the actual value of its plant is, to use the ordinary expression, water, or obligations which do not represent any actual investment of capital.

9.—The result of this large increase of its obligations by the new Company is twofold:

1st. It necessitates the earning of more money in order to pay its dividends and consequently operates against the lowering of the prices charged by the Company for transportation, and

2nd. It impoverishes the Company so as to prevent it extending and improving its system in such manner as to sufficiently comply with the requirements of transportation by the citizens.

10.—Correspondingly, the City of Montreal is interested in seeing that the Company shall increase and improve its transportation facilities, and in seeking that the rate of fares is kept down to as low a point as possible. If the proposed purchase is allowed to go through, in our opinion, the City will be hampered in future negotiations with the Company by consideration of the amount of stock and bonds with which the Company is loaded, and it will be deprived of the benefits which might result from a contract made with a Company which would have a large reserve of available capital. The large earnings which it is demonstrated the Company can earn from the City's franchise should be shared by the citizens to whom these privileges belong, by reducing the fares after providing for an adequate return on the cash capital invested. If interest has to be earned on inflated capitalization which represents no expenditure, it follows that fares cannot be reduced. The franchises of the City are capitalized by the Company and the citizens pay more to keep up its value.

The Commissioners while still offering no objection to the consolidation of all the existing lines in question, to be operated under one contract or franchise to be mutually agreed upon and on such a basis as will offer an assurance that the interests of the City will be protected, consider that for all the reasons above stated the scheme submitted to the Public Utilities Commission of the Province of Quebec for their approval is not in the interests of the City and recommend that it should be opposed.

In conclusion, we may further report that early in May of the present year, 1911, the Commissioners had a conference with representatives of the Montreal Street Railway Company with relation to the extension of the service and increased accommodation and facilities for transporta-

ont promis de soumettre aux Commissaires, sous trois semaines, un plan des améliorations qu'ils se proposent de faire.

Le 14 juin, les Commissaires envoyèrent une lettre au président de la "Montreal St. Ry. Co.", dans laquelle ils attirèrent son attention sur le fait que six semaines s'étaient écoulées depuis la conférence en question et qu'ils n'avaient pas encore reçu aucune communication de lui. Le 15 juin, le président écrivit aux Commissaires que le rapport qu'il devait soumettre n'était pas encore prêt, mais qu'il les avertirait aussitôt qu'il serait terminé.

Le 15 juillet, le président écrivit aux Commissaires que l'on avait été retardé par la maladie du contrôleur de la compagnie, qui, espérait-il, serait de retour la semaine suivante, et que l'on aurait une entrevue avec les Commissaires cette semaine-là, où la semaine suivante.

Le 9 d'août, les Commissaires écrivirent de nouveau au président de la "Montreal St. Ry. Co." et attirèrent son attention sur le fait qu'ils n'avaient encore reçu aucune communication de lui, et ajoutant qu'ils se mettaient à sa disposition, mais nous n'avons jusqu'ici reçu aucune réponse à cette lettre et il ne nous a été fourni aucun des plans que l'on avait promis de nous soumettre. Des copies de la correspondance sont ci-annexées.

Le tout respectueusement soumis.

E.-P. LACHAPELLE,  
F.-L. WANKLYN,  
J. AINEY,  
L.-N. DUPUIS.

Approuvé,

L.-J. ETHIER,  
Avocat en Chef de la Cité.  
A.-W. ATWATER,  
Avocat Consultant.

Bureau des Commissaires,  
Hôtel de Ville,  
Montréal, 20 octobre 1911.

tion, which are urgently needed in the City, and the deputation from the Street Railway promised to submit to the Commissioners within three weeks, a plan of the proposed improvements.

On the 14th June, the Commissioners addressed a letter to the President of the Street Railway calling his attention to the fact that six weeks had elapsed since the interview in question and they had not yet heard from him.

On the 15th June the President wrote to the Commissioners saying that his officials had been working at the report, but that it was not yet ready, but would advise them as soon as it was ready.

On the 15th July the President again wrote stating that they were delayed by the illness of their Controller, whom they hoped would be back the following week, and that they would see the Commissioners the next week or the week after.

On the 9th August, the Commissioners wrote again to the President of the Street Railway calling his attention to the fact that they had not yet heard from him and putting themselves at his disposition, but so far have had no reply to this communication, nor have the Commissioners been furnished with any of the plans promised. Copies of the correspondence are annexed hereto.

The whole nevertheless respectfully submitted,

E. P. LACHAPELLE,  
F. L. WANKLYN,  
J. AINEY,  
L. N. DUPUIS,

Approved,

L. J. ETHIER,  
Chief City Attorney.  
A. W. ATWATER,  
Consulting Attorney.  
Commissioners' Office.

City Hall,  
Montreal, October 20th, 1911.

**RAPPORT ANNUEL DU TRESORIER DE LA VILLE  
POUR L'ANNEE 1910.**

A Son Honneur le Maire et aux membres du Conseil.

Messieurs,  
J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport pour l'année 1910. Les chiffres, en détail, des recettes et des dépenses de l'année seront publiés plus tard.

**COMPTE DE CAISSE.**

Voici quelles ont été les opérations de l'année:

Dt.	
Balance reportée de 1909	\$ 580,782.46
Revenu de 1910 .. . . .	6,615,701.58
Comptes d'emprunt et de la dette flottante ..	9,026,909.00
	\$16,223,393.04
Ct.	
Déboursés sur le compte du revenu .. . . .	\$6,840,480.83
Comptes d'emprunt et de la dette flottante ..	8,890,505.97
Balance reportée à 1911	492,406.24
	\$16,223,393.04

**ADMINISTRATION.**

Par le statut 9 Edouard VII, chap. 82, sect. 21, sanctionné le 29 mai 1909, l'administration des affaires de la Ville a été ôtée aux Commissions et confiée à des Commissaires (au nombre de quatre), qui doivent être élus par le peuple et qui, avec le maire, comme président de droit, forment un

**BUREAU DES COMMISSAIRES**

dont les devoirs, tels que définis par la section 21-1, consistent à préparer le budget annuel, à demander, à accepter ou à rejeter les soumissions, à acheter les matériaux, à surveiller les travaux et à exercer le contrôle sur les employés. C'est sous ce régime que les affaires municipales ont été gérées en 1910.

Les Commissaires, qui constituent un Bureau consultatif, siègent au Conseil, auquel doivent être soumis tous leurs rapports, qui ne peuvent être rejetés ou amendés que par le vote des deux tiers des membres du Conseil présents. L'octroi de franchises et l'émission d'obligations sur le crédit de la Ville sont du ressort du Conseil, sauf aux Commissaires à prendre l'initiative.

**FINANCES**

Le 28 avril 1910, le Conseil autorisa, par le règlement No 406, un emprunt de £1,000,000 sterling (ou son équivalent en monnaie courante) pour les fins suivantes:

Améliorations à l'île Ste-Hélène, conformément à l'art. 51 du statut 7 Edouard VII, chap. 63 .. . . .	\$ 50,000
Pour rachats et consolidations .. . . .	668,339
Pour l'exécution de travaux permanents, en vertu de la clause de la charte fixant le pouvoir d'emprunt à 15% .. . . .	4,148,328
	\$4,866,667

Des soumissions pour cet emprunt, sous forme d'obligations enregistrées ou de bons à coupons à 4%, à échoir dans 40 ans, furent demandées dans les journaux de Montréal et de Londres, et les offres suivantes furent reçues:

A. McFee & Cie .. . . .	\$ 99.56	en bons à coupons.
Dominion Securities Co. . . . .	\$ 98.627	en obligations enreg.
Royal Securities Co. . . . .	£ 99.2.7	"
Banque de Montréal . . . . .	£101.3.0	"

L'offre de la banque de Montréal fut acceptée et incorporée dans le règlement qui avait été antérieurement adopté, mais qui avait été laissé en suspens jusque-là. Les avocats des souscripteurs soulevèrent des objections relatives

**CITY TREASURER'S ANNUAL REPORT FOR THE  
YEAR 1910.**

To His Worship the Mayor and Members of Council.

Gentlemen:

Herewith I beg to submit my report for 1910. Detail figures of the receipts and expenditure of the year will follow.

**CASH ACCOUNT.**

The total transactions of the year were as under:

Dr.	
To balance carried forward from 1909 .. . . .	\$ 580,782.46
To Revenue of 1910 ..	6,615,701.58
To Loan and Floating Debt Accounts .. . .	9,026,909.00
	\$16,223,393.04
Cr.	
By disbursements ex-Revenue .. . . .	\$6,840,480.83
By Loan and Floating Debt Accounts .. . .	8,890,505.97
By balance carried to 1911 .. . . .	492,406.24
	\$16,223,393.04

**ADMINISTRATION.**

By the Act of 9th Edward VII, Chapter 82, Section 21-a, assented to 29th May, 1909, the administration of the City's affairs was transferred from Committee management to that of Commissioners (four in number) to be elected by the people, who, together with the Mayor, as (ex officio) chairman, should form a

**BOARD OF COMMISSIONERS**

whose duties, as defined by Section 21-1, it should become to prepare the yearly estimates — to call for, and accept, (or reject,) tenders, purchase material, superintend work and have control of employees: under which regime the work of 1910 was carried on.

The Commissioners have (in an advisory capacity) seats in Council, to which has to be submitted all their reports. Such reports cannot, however, be reversed or amended except by a vote of two-thirds of the members present. The granting of franchises, and the issuing of debentures on the credit of the City is the prerogative of the Council, subject to the initiative of the Commissioners.

**FINANCES**

On the 28th April of this year the Council authorized, by By-Law No. 406, the issue of £1,000,000 Sterling (or its equivalent in currency) for the following purposes:

Improvement of St. Helen's Island as provided by Article 51 of the 7th Edward VII, Chapter 63 .. . . .	50,000
For redemptions and consolidations .. . . .	668,339
For permanent works as provided for by the Charter under the 15 p.c. borrowing power .. . . .	4,148,328
	\$4,866,667

Tenders for this amount in the form of forty year four per cent. stock, or coupon bonds, were called for by advertisement, in Montreal and London newspapers, and elicited the following:—

A. McFee & Co. offered .. . . .	\$ 99.56	in bonds
Dominion Securities Co. offered .. . . .	\$ 98.627	in stock
Royal Securities offered .. . . .	£ 99.2.7	"
Bank of Montreal offered .. . . .	\$101.3.0	"

with the result that the latter was accepted and embodied in the By-Law, which (though previously authorized) had

vement à ce règlement, ce qui occasionna des retards dans l'émission des obligations, et je crois qu'il serait préférable, à l'avenir, d'adopter, au commencement de chaque exercice, un règlement général couvrant tout le montant dont on aura besoin durant l'année, afin que les délais légaux prescrits puissent expirer et qu'on ait le temps d'examiner et de ratifier le règlement avant qu'aucun emprunt soit fait en vertu de ses dispositions.

La nomination définitive d'une banque à Londres comme agent financier de la Ville, et la négociation de tous nos emprunts sterling par son entremise seulement, affermeraient encore davantage notre position.

DETTE TOTALE.

La dette totale de la Ville, au commencement de l'année, était comme suit:

Obligations perpétuelles à 7% . . . . .	\$ 515,300
Bons et obligations à 5% . . . . .	570,000
Bons et obligations à 4½% . . . . .	1,839,500
Bons et obligations à 4¼% . . . . .	101,000
Bons et obligations à 4% . . . . .	19,898,825
Bons et obligations à 3½% . . . . .	6,345,400
Bons et obligations à 3% . . . . .	7,008,000
<b>Total . . . . .</b>	<b>\$36,278,025</b>
Montant auquel il faut ajouter l'emprunt sterling de £1,000,000, à 4%, contracté durant l'année . . . . .	\$ 4,866,667
L'augmentation du passif par suite de la conversion des obligations à 7% en obligations à 4%, à 175 . . . . .	5,775
	<b>\$41,150,467</b>

Ainsi que les dettes assumées par suite des annexions faites durant l'année, savoir:

St-Louis . . . . .	\$3,175,800
Notre-Dame de Grâce . . . . .	1,145,000
St-Paul . . . . .	399,000
Ahuntsic . . . . .	100,000
Emard . . . . .	327,000
Longue-Pointe (360,000) . . . . .	359,046
Beaurivage . . . . .	13,762
Tétreaultville . . . . .	14,778
Bordeaux . . . . .	84,000
Côte-des-Neiges . . . . .	15,000
Rosemont . . . . .	25,000
	<b>5,658,386</b>
	<b>\$46,808,853</b>
Moins obligations acquittées durant l'année. . . . .	240,000
Soit un total de . . . . .	<b>\$46,568,853</b>

plus les \$2,000,000 constituant le "capital de roulement," qui, bien qu'il soit représenté par des arrérages de contributions foncières spéciales et d'autres avances (qui rapportent un intérêt équivalent à ce qu'il coûte annuellement), fait tout de même partie des obligations de la Ville et augmente le total à \$48,568,853; et pour pourvoir à l'intérêt et au fonds d'amortissement sur ce montant il faudra mettre de côté tous les ans une somme de \$2,163,000.

En sus de cela, il y a les dettes flottantes des municipalités récemment annexées, qui devront tôt ou tard être consolidées et qui porteront le total à au delà de \$49,000,000.

Les emprunts que l'on se propose de faire en 1911, en vertu des pouvoirs d'emprunt indiqués ci-dessous, porteront la dette totale à environ \$58,000,000.

Voici quels seront probablement ces emprunts:—

En vertu des pouvoirs d'emprunts généraux (limite de 15%), disons . . . . .	\$ 4,500,000
En vertu d'un statut spécial, pour la construction de conduits souterrains, disons . . . . .	1,500,000
En vertu d'un statut spécial, pour la filtration de l'eau, disons . . . . .	1,500,000
En vertu d'un statut spécial, pour l'agrandissement de l'aqueduc, disons . . . . .	1,000,000
En vertu d'un statut spécial, pour augmenter le "capital de roulement," disons . . . . .	1,000,000
	<b>\$9,500,000</b>

been held in abeyance for that purpose. Some exception having been taken to this By-Law by the Solicitors of the purchasers, occasioning delay in the settlement, suggests the desirability of passing, at its commencement, a general By-Law covering all estimated requirements of the year in order that the prescribed legal delays should be expired and time given for its examination and ratification before making any issue under it.

The definite appointment of a Bank in London, as the City's financial agent, and the bringing out of its sterling securities through it alone would still further strengthen our position.

TOTAL DEBT

The total debt of the City at the commencement of the year was as under:

In 7% Permanent Stock . . . . .	515,300
In 5% Bonds and Stock . . . . .	570,000
In 4½% Bonds and Stock . . . . .	1,839,500
In 4¼% Bonds and Stock . . . . .	101,000
In 4% Bonds and Stock . . . . .	19,898,825
In 3½% Bonds and Stock . . . . .	6,345,400
In 3% Bonds and Stock . . . . .	7,008,000
<b>Total . . . . .</b>	<b>\$36,278,025</b>
To which is to be added the 4% Sterling Loan of £1,000,000 Sterling issued during the year . . . . .	4,866,667
And augmentation of 4% Stock by conversion of 7% at 175 . . . . .	5,775
	<b>\$41,150,467</b>

And the debts assumed by the annexations of the year as under:

St. Louis . . . . .	\$3,175,800
Notre Dame de Grâce . . . . .	1,145,000
St. Paul . . . . .	399,000
Ahuntsic . . . . .	100,000
Emard . . . . .	327,000
Longue-Pointe . . . . .	359,046
Beaurivage . . . . .	13,762
Tétreaultville . . . . .	14,778
Bordeaux . . . . .	84,000
Côte des Neiges . . . . .	15,000
Rosemont . . . . .	25,000
	<b>5,658,386</b>
	<b>46,808,853</b>
Less redemptions during the year. . . . .	240,000
Making a total of . . . . .	<b>\$46,568,853</b>

plus the \$2,000,000 of "Working Capital" which, although represented by arrears of "Special" assessments, and other advances, (the interest on which covers its annual cost) is nevertheless part and parcel of the City's outstanding obligations and raises the total to \$48,568,853 representing an annual cost, for interest and sinking fund of \$2,163,000.

In addition to all of which there is the "floating debt" of the recently annexed municipalities, which will ultimately have to be consolidated and will swell the total to over \$49,000,000.

The contemplated issues, during 1911, will raise that total to about \$58,000,000.

These will probably be as follows:—

Ex the general borrowing powers under the 15% limit, say . . . . .	4,500,000
Ex the special Act for the construction of "Conduits", say . . . . .	1,500,000
Ex the special Act for the "Filtration of Water", say . . . . .	1,500,000
Ex the special Act for the extension of Aqueduct, say . . . . .	1,000,000
Ex the special Act for the augmentation of the "Working Capital," say . . . . .	1,000,000
	<b>\$9,500,000</b>

POUVOIRS D'EMPRUNT.

Les pouvoirs d'emprunt de la Ville étaient comme suit au commencement de l'année:—  
Pour des fins spéciales:

7 Ed. VII, chap. 63, sect. 50—Aqueduc (balance) . . . . .	\$ 1,000,000
7 Ed. VII, chap. 63, sect. 55—Passages à niveau A . . . . .	2,000,000
7 Ed. VII, chap. 63, sect. 61—Système d'eau à haute pression, B . . . . .	1,000,000
7 Ed. VII, chap. 63, sect. 62—Conduits souterrains C . . . . .	5,000,000
7 Ed. VII, chap. 63, sect. 68—Gaz (carte blanche). . . . .	
9 Ed. VII, chap. 81, sect. 37—Usine pour la production d'électricité . . . . .	2,000,000
	<u>\$11,000,000</u>

Il a été ajouté à cela durant l'année:—

1 George V, art. 38, pour augmenter le "capital de roulement" . . . . .	1,000,000
1 Georges V, art. 56, pour filtration de l'eau . . . . .	5,000,000
	<u>\$17,000,000</u>

A. Subordonnement à un règlement adopté par les 3/5 des membres du Conseil. Des obligations à 4%, à 40 ans, devant être remises à la compagnie et le montant nécessaire pour couvrir l'intérêt et le fonds d'amortissement devant être pris sur le revenu.

B. Lorsque les citoyens intéressés, qui doivent payer le coût de ce système d'eau en feront la demande.

C. Tel qu'amendé par le statut 9 Edouard VII, chap. 81, sect. 39, sous-section 10. Pouvoir d'emprunt général (en vertu de la clause fixant la limite de 15%).

Valeur des immeubles imposables (rôle de 1910) . . . . .	\$319,550,000
Valeur des immeubles imposables (rôle de 1909) . . . . .	259,250,000
Augmentation . . . . .	<u>\$ 60,300,000</u>

15% de ce montant. . . . . \$ 9,045,000

Il faut déduire de cela les dettes consolidées des municipalités annexées cette année, savoir:—

St-Louis . . . . .	\$3,175,800
Notre - Dame de Grâces . . . . .	1,145,000
St-Paul . . . . .	399,000
Ahuntsic . . . . .	100,000
Emard . . . . .	327,000
Longue-Pointe . . . . .	359,045
Beaurivage . . . . .	13,762
Tétraultville . . . . .	14,778
Bordeaux . . . . .	84,000
Saint-Laurent . . . . .	.....
Ville de Côte-des-Neiges . . . . .	15,000
Village de Rosemont . . . . .	25,000
	<u>\$5,658,385</u>

Laissant une balance disponible de . . . . . \$3,386,615

Plus la balance du pouvoir d'emprunt pour 1909-10, pour laquelle un emprunt perpétuel n'a pas encore été effectué, savoir: Pouvoir d'emprunt pour 1909-10, en vertu de la clause de 15% \$6,228,699

BORROWING POWERS.

The unused borrowing powers of the City, as existing at the commencement of the year, were as under:—

Special:

7th Ed. VII, Cap. 63, Sec. 50—Aqueduct (balance) . . . . .	1,000,000
7th Ed. VII, Cap. 63, Sec. 55—Level Crossings, A . . . . .	2,000,000
7th Ed. VII, Cap. 63, Sec. 61—High Pressure B . . . . .	1,000,000
7th Ed. VII, Cap. 63, Sec. 62—Conduits C. . . . .	5,000,000
7th Ed. VII, Cap. 63 Sec. 68.—Gas (carte blanche) . . . . .	
9th Ed. VII, Cap. 81, Sec. 37.—Electrical Works . . . . .	2,000,000
	<u>\$11,000,000</u>

To which was added during the year:

1st George V, Art. 38, to augment "Working Capital" . . . . .	1,000,000
1st George V, Art. 56, for water filtration . . . . .	5,000
A. Subject to By-Law requiring 3/5ths of Council Bonds (40 year 4%) to be handed to the Company, and Interest and Sinking Fund provided ex-revenue. . . . .	
	<u>\$17,000,000</u>

B. When applied for by interested parties who will be assessed for the cost.  
C. As amended by the 9th Ed. VII, Cap. 81, Sec. 39, Sub-Sec. 10.

General Borrowing Power (under the 15% Clause):

Value of assessable Real Estate, p. 1910 roll . . . . .	\$319,550,000
Value of assessable Real Estate, p. 1909 roll . . . . .	259,250,000
Increase . . . . .	<u>\$60,300,000</u>
15% of which is . . . . .	\$9,045,000

From which is to be deducted the funded debt of the municipalities annexed this year as under:

St. Louis . . . . .	\$3,175,800
Notre Dame de Grâces . . . . .	1,145,000
St. Paul . . . . .	399,000
Ahuntsic . . . . .	100,000
Emard . . . . .	327,000
Longue-Pointe . . . . .	359,045
Beaurivage . . . . .	13,762
Tétraultville . . . . .	14,778
Bordeaux . . . . .	84,000
Saint Laurent . . . . .	.....
Town of Côte des Neiges . . . . .	15,000
Village of Rosemont . . . . .	25,000
	<u>\$5,658,385</u>

Leaving an available balance of \$3,386,615

Plus balance of 1909-10 borrowing power for which a permanent loan has not yet been issued, to wit:  
Borrowing Power of 1909-10 under 15% Clause \$6,228,699

Emprunt de £1,- 000,000 ster- ling contracté en 1910 . . . . .	4,866,667	\$1,362,032	\$4,748,647
Formant un grand total de . . . . .			\$21,748,647

Sans tenir compte des emprunts autorisés pour l'expropriation de la Compagnie du Gaz et de la "Montreal Water & Power Company".

ANNEXION.

La Ville a pris un développement considérable durant l'année, pas moins de 12 municipalités adjacentes ayant été annexées, savoir:—

- Ville St-Louis, 31 décembre 1909.
- Ville de Notre-Dame de Grâce, 4 juin 1910.
- Ville St-Paul, 4 juin 1910.
- Village d'Ahuntsic, 4 juin 1910.
- Ville Emard, 4 juin 1910.
- Ville de la LonguePointe, 4 juin 1910.
- Tétraultville, 4 juin 1910.
- Village de Beauvillage, 4 juin 1910.
- Ville de Bordeaux, 4 juin 1910.
- Partie de la paroisse de St-Laurent, 4 juin 1910.
- Ville de la Côte-des-Neiges, 4 juin 1910.
- Village de Rosemont, 4 juin 1910.

Si l'on ajoute à cela les municipalités qui ont été incorporées à Montréal depuis l'annexion de la ci-devant Ville d'Hochelaga, en 1883, l'on arrive à un total de 25, les municipalités qui ont été antérieurement annexées étant les suivantes:—

- Ci-devant Ville d'Hochelaga, en 1883.
- Ville de St-Jean-Baptiste, en 1884.
- Village de St-Gabriel, en 1887.
- Côte St-Louis (quartier St-Denis, en 1893.
- Ville de St-Henri, en 1905.
- Ville de Ste-Cunégonde, en 1905.
- Municipalité de Villeray, en 1905.
- Partie de Rosemont (au quartier Ste-Marie), en 1906.
- Partie du Sault-au-Récollet (au quartier St-Denis), en 1906.
- Partie de St-Laurent (au quartier St-Denis) en 1907.
- Notre-Dame des Neiges (quartier Mont-Royal), en 1908.
- Partie de Rosemont (au quartier St-Denis), en 1908.
- Village de Delorimier, en 1909.

Par suite des annexions qui ont eu lieu en 1910, neuf quartiers ont été ajoutés à la Cité et vu la subdivision antérieure de St-Jean-Baptiste en deux circonscriptions, de Ste-Marie en deux, de St-Jacques en deux et de St-Antoine en trois, il se trouve à y avoir actuellement 31 quartiers.

Les dettes, consolidées et flottantes, que la Ville a dû assumer cette année, par suite de l'annexion des municipalités en premier lieu mentionnées, s'élevaient à près de \$6,000,000 outre de lourdes obligations subsidiaires, nécessitant de forts déboursés, comme on le verra par l'énumération ci-dessous des obligations en question:—

NOTRE-DAME DE GRACES

- Achat d'un pare et d'un square.
- Dépense, dans un délai de trois ans, d'une somme de \$25,000 pour l'amélioration et l'embellissement des paves.
- Dépense, dans un délai de trois ans, d'une somme de \$1,000,000 pour améliorations aux rues et autres travaux de voirie.
- Construction de trois postes de police et de pompiers et établissement d'une salle publique dans l'un d'eux.
- Evaluation des terres en culture (c'est-à-dire de tous les terrains de plus de deux arpents en superficie et cultivés) à pas plus de \$100 l'arpent, pour une période de 40 ans.
- Suppression des barrières de péage.

QUARTIER ST-PAUL

Elargir, par voie d'expropriation, dans un délai d'un an, une partie du chemin de la Côte St-Paul à une largeur uniforme de 70 pieds, et commuer tous les péages.

AHUNTSIC

Dépenser, dans un délai de trois ans, une somme de \$300,000 pour macadamisage des rues et construction de trottoirs, et supprimer les barrières de péage.

Less issue of 1910 £1,000,- 000 Sterling. . . . .	4,866,667	\$1,362,032	\$4,748,647
Forming a grand total of . . . . .			\$21,748,647

Without taking into consideration the items of "Gas" or "Montreal Water and Power" Companies.

ANNEXATIONS.

The year witnessed many annexations: no less than twelve conterminous municipalities having been transferred during the period, to wit:

- Town of St. Louis, 31st December, 1909.
- Town of Notre Dame de Grâce, 4th June 1910.
- Town of St. Paul, 4th June, 1910.
- Village of Ahuntsic, 4th June, 1910.
- Town of Emard, 4th June, 1910.
- Town of Longue Pointe, 4th June, 1910.
- Tétraultville, 4th June, 1910.
- Village of Rosemont, 4th June, 1910.
- Town of Bordeaux, 4th June, 1910.
- Part of Parish of St. Laurent, 4th June, 1910.
- Town of Côte des Neiges, 4th June, 1910.
- Village of Rosemont, 4th June, 1910.

This, added to the number taken over since the annexation of the old Town of Hochelaga in 1883, makes a total, to date, of 24: the preceding ones being as under:—

- Old Town of Hochelaga in 1883.
- Town of St. Jean-Baptiste in 1884.
- Village of St. Gabriel in 1887.
- Côte St. Louis (St. Denis Ward) in 1893.
- Town of St. Henri in 1905.
- Town of St. Cunégonde in 1905.
- Municipality of Villeray in 1905.
- Part of Rosemont (to St. Mary's Ward) in 1906.
- Part of Sault au Récollet (to St. Denis Ward) in 1906.
- Part of St. Laurent (to St. Denis Ward) in 1907.
- Notre Dame des Neiges (Mount Royal Ward) in 1908.
- Part of Rosemont (to St. Denis Ward) in 1908.
- Village of Delorimier in 1909.

As the result of the 1910 annexations, nine wards were added to the city, whilst the previous sub-division of St. Jean-Baptiste into two, St. Mary's into two, St. James into two and St. Antoine into three, make 31 wards as now existing.

The liabilities, funded and floating, which the City had to assume this year, in connection with the former of these, amounted to nearly six million dollars, beside important collateral obligations entailing large outlays such as in

NOTRE DAME DE GRACES.

- To purchase a Park and a Square.
- To spend, within three years, \$25,000 in improving and beautifying the same.
- To spend, within three years, \$1,000,000 for the construction and improvement of streets.
- To build three Police and Fire Stations and provide a public hall in one of them.
- Cultivated land (to wit: all lands over two arpents in superficies and under cultivation) to be assessed at not over \$100 per arpent for 10 years.
- To abolish Toll Gates.

ST. PAUL'S WARD.

To widen, by expropriation, within one year a portion of Côte St. Paul Road to a uniform width of 70 feet and commute all tolls.

AHUNTSIC

To spend, within three years, \$300,000 on streets and sidewalks, and to abolish Toll Gates.



## EMARD

Acquérir des terrains pour de nouvelles avenues et ouvrir et élargir de nouvelles rues.  
 Dépenser à des travaux publics pas moins de \$30,000 par année durant les 5 années à venir.  
 Evaluer les terres en culture à pas plus de \$100 l'arpent pour une période de 5 ans.

## LONGUE-POINTE

Dépenser, dans un délai d'un an, pas moins de \$300,000 pour la construction d'un aqueduc, suivant le plan mentionné au statut.

Macadamiser, dans l'espace de 6 mois, la rue Notre-Dame (sur toute sa largeur) et ouvrir et macadamiser les rues Sherbrooke et Vinet (la première de ces rues sur une largeur de 100 pieds et l'autre sur une largeur de 50 pieds) à partir des limites ouest jusqu'aux limites est de la municipalité, ainsi que les rues Ste-Catherine, Ontario et Boyce, et munir les deux premières de ces rues, dans un délai de deux ans, d'un service d'eau, de canaux d'égouts, de trottoirs et d'un système d'éclairage.

Abolir les barrières de péage et évaluer les terres en culture à \$100 l'arpent pendant une période de 10 ans.

## BEAURIVAGE

Fournir l'eau dans un délai d'un an et dépenser, dans un délai de 3 ans, \$30,000 pour le macadamisage des rues et la construction de trottoirs.

Commuer les péages et évaluer les terres en culture comme dans la Longue-Pointe.

## TETRAULTVILLE

Fournir l'eau et macadamiser certaines rues dans le même délai que pour la Longue-Pointe.

## BORDEAUX

Ouvrir, élargir et macadamiser des rues.

## ST-LAURENT

(Partie de la paroisse).

Garantir la continuation de son service de distribution d'eau actuel.

Macadamiser certaines rues et construire un égout.

Eclairer la rue Beaumont dans un délai d'un an.

Eclairer les avenues du Parc et Vendôme dans un délai de deux ans.

## COTE-DES-NEIGES

Evaluer les immeubles à  $\frac{1}{2}$  de 1 pour cent pendant trois ans et les terres en culture à \$100 l'arpent pendant 15 ans.

Elargir, dans un délai d'un an, le chemin principal à 70 pieds et le chemin de la Savane à 66 pieds, et construire un trottoir sur ce dernier chemin.

Supprimer les barrières de péage et ouvrir, macadamiser et munir d'un trottoir une rue de 100 pieds de largeur, à partir de la gare Snowdon jusqu'au chemin de la Côte de Liesse, et un autre chemin, de 66 pieds de largeur, à partir du chemin principal, ainsi que le chemin de la Côte St-Joseph, le tout tel qu'indiqué sur les plans, — lots 75 et 79.

## ROSEMONT

Dépenser, au cours des trois premières années, une somme de \$860,000 pour le macadamisage, l'élargissement, etc., des rues et la construction d'égouts et de trottoirs permanents; évaluer les terres en culture à \$100 l'arpent et supprimer les barrières de péage.

## FONDS D'AMORTISSEMENT

En sus de la partie de la dette qui a été contractée durant la période où celle-ci excédait la limite de 15% et qu'il fallut, par conséquent, éteindre à même le revenu, les emprunts pour les fins suivantes furent assujettis à la même condition et il fut décréto qu'ils ne feraient pas partie de la dette consolidée:—

## EMARD.

To acquire land for new avenues and to open and widen other streets.

To spend on public works not less than \$30,000 per annum for the next five years. Farm land to be assessed at \$100 per acre for five years.

## LONGUE-POINTE

To build within one year Water Works, according to plan, at a cost of not less than \$300,000.

To macadamize, within six months, Notre-Dame street (across its whole breadth) and to open and macadamize Sherbrooke and Vinet streets (the former to a width of 100 and the latter 50 feet) from the western to the eastern boundaries of the municipality, together with St. Catherine, Ontario and Boyce streets, and furnish the first two of these, within two years with water and sewerage systems, sidewalks and light.

To abolish tolls and assess farm land at \$100 per acre for 10 years.

## BEAURIVAGE.

To furnish water within one year and spend \$30,000 within three years on roads and sidewalks.

To commute tolls and assess farm lands as in Longue-Pointe.

## TETRAULTVILLE.

To furnish water and macadamize streets within same delay as Longue-Pointe.

## BORDEAUX.

To open, widen and construct streets same as the foregoing.

## ST. LAURENT (Part of Parish)

To guarantee a continuance of its present water supply.

To macadamize and drain streets.

To light Beaumont street within one year.

To light Park and Vendome Avenues within two years.

## COTE DES NEIGES

To assess Real Estate at  $\frac{1}{2}$  of 1% for three years and farm land at \$100 per arpent for 15 years.

To widen, within one year, the main road to a uniform width of 70 feet, and the Savane Road to 66 feet (with sidewalk.)

To abolish tolls and, within two years, to open, macadamize and sidewalk a street, 100 feet wide from Snowdon Station to the Côte de Liesse Road, together with another road, 66 feet wide, from the main road, as well as the Côte St. Joseph Road, as shown on plans, lots 75 and 79.

## ROSEMONT.

To spend, during the first three years, on sewers, streets and sidewalks \$860,000; assess farm lands at \$100 per arpent for 10 years, and abolish tolls.

## SINKING FUND.

In addition to that portion of the debt which was incurred during the period when it was in excess of the 15% limit and which, in consequence, had to be provided for ex-revenue, the following were made subject to the same condition and declared to be outside the limits of the consolidated debt:—

Agrandissement de l'aqueduc . . . . .	\$2,000,000
Ile Ste-Hélène (prix d'achat) . . . . .	250,000
Passages à niveau . . . . .	2,000,000
Système d'eau à haute pression . . . . .	1,000,000
Conduits souterrains . . . . .	5,000,000
Filtration de l'eau . . . . .	5,000,000
<b>Total . . . . .</b>	<b>\$15,200,000</b>
Si l'on ajoute à cela le montant ci-dessus, savoir . . . . .	1,960,000

Extension of Aqueduct . . . . .	\$2,000,000
St. Helen's Island (purchase price) . . . . .	200,000
Level Crossings . . . . .	2,000,000
High Water Pressure . . . . .	1,000,000
Conduits . . . . .	5,000,000
Filtration of Water . . . . .	5,000,000
<b>Total . . . . .</b>	<b>\$15,200,000</b>
To which, when the former is added, to wit:	1,960,000
<b>we arrive at a grand total of . . . . .</b>	<b>\$17,160,000</b>

On arrive à un grand total de . . . . . \$17,160,000 constituant une dette à l'extinction de laquelle il faut pourvoir par un fonds d'amortissement.

Cela, lorsque tous les emprunts autorisés auront été faits absorbera une forte partie du revenu, et bien que la chose soit justifiable dans le cas des installations dont la durée n'excédera peut-être pas le terme des obligations émises pour leur établissement, elle paraît superflue dans des cas comme l'achat de l'île Ste-Hélène, la suppression des passages à niveau et la filtration de l'eau, les deux premiers de ces items excluant toute idée de "dépérissement" et les 4/5 de l'autre étant d'une nature permanente. Mais comme ces emprunts sont en dehors de la limite de 15%, il faudra nécessairement pourvoir à leur remboursement à même le revenu.

subject to Sinking Fund.

This, when complete, will be a serious drain upon the revenue, and though justifiable in the case of things whose lifetime might not exceed the period of the debentures issued for their construction, appears superfluous in such case as St. Helen's Island, Level Crossings, and Filtration of Water, the first two not coming under the category of perishable, and four-fifths of the latter being of a permanent nature. Being outside the 15% limit, however, there is no help for it but to provide for them ex-revenue.

ECLAIRAGE A L'ELECTRICITE

En ce qui concerne l'éclairage des rues, l'on s'est trouvé, l'année dernière, dans une situation assez embarrassante par suite de l'expiration (le 31 décembre 1908) du contrat de la Ville avec la "Montreal Light, Heat & Power Company" et de l'existence, dans les districts annexés, de contrats différant les uns des autres, mais l'on trancha la difficulté en faisant l'arrangement suivant:—

Montreal Light, Heat & Power Company.	
500 lampes à arc de 6.6 ampères à \$72.70 . . . . .	\$ 36,350
9 lampes à arc de 6.6 (pour 6 mois) à \$72.70 . . . . .	327
1972 lampes à arc de 4 ampères à \$63.15 . . . . .	124,532
134 lampes à incandescence de 80 bougies à \$23.00 . . . . .	3,082
782 lampes à incandescence de 40 bougies à \$16.00 . . . . .	12,512
Edifices municipaux . . . . .	16,530
Pares et squares . . . . .	1,470
	<b>\$194,803</b>
Compagnie Saraguay.	
135 lampes à arc de 4 ampères à \$90.00 . . . . .	\$12,150
20 lampes à arc de 4 ampères à \$85.00 . . . . .	1,700
95 lampes à incandescence de 32 bougies à \$20.00 . . . . .	1,900
214 lampes à incandescence de 16 bougies à \$10.00 . . . . .	2,140
Edifices municipaux . . . . .	250
	<b>\$ 18,140</b>
Compagnie St-Paul.	
73 lampes à arc de 4 ampères à \$85.00 . . . . .	6,205
Edifices municipaux . . . . .	200
	<b>\$ 6,405</b>
Compagnie Dominion.	
25 lampes à arc de 4 ampères à \$85.00 . . . . .	2,125
Edifices municipaux . . . . .	150
	<b>\$ 2,275</b>
Administration, réparations et entretien . . . . .	7,271
<b>Total . . . . .</b>	<b>\$228,894</b>

EXEMPTIONS DE TAXES

La valeur des immeubles exempts de l'impôt a augmenté de \$68,000,000 qu'elle était en 1909, à \$109,000,000, en 1910, par suite des additions suivantes:—  
Valeur des immeubles du port, insérée dans les rôles d'évaluation pour la première fois, disons . . . . . \$19,000,000  
(dans les quartiers suivants:— Ste-Anne, Ouest, Centre, Est, St-Jacques, Papineau, Ste-Marie, Hochelaga, Longue-Pointe.)

ELECTRIC LIGHTING.

The year has been a notable one in the history of street lighting, in consequence of the expiry (on 31st December, 1908) of the City's contract with the Montreal Light, Heat and Power Company, and of the unexpired and diversified ones in the annexed districts, but provision for 1911 was ultimately made as follows:

Montreal Light, Heat & Power Co.	
500-6.6 amperes arc lights at \$72.70 . . . . .	\$ 36,350
9-6 amperes (for 6 mos.) at \$72.70 . . . . .	327
1972-4 amperes arc lights at \$63.15 . . . . .	124,532
134-80 C. P. incandescent at \$23.00 . . . . .	3,082
782-40 C.P. incandescent at \$16.00 . . . . .	12,512
Municipal Buildings . . . . .	16,530
Parks and Squares . . . . .	1,470
	<b>\$194,863</b>
Saraguay Company.	
135-4 amperes arc lights at \$90.00 . . . . .	\$12,150
20-4 amperes arc lights at \$85.00 . . . . .	1,700
95-32 C.P. incandescent at \$20.00 . . . . .	1,900
214-16 C.P. incandescent at \$10.00 . . . . .	2,140
Municipal Buildings . . . . .	250
	<b>\$18,140</b>
St. Paul Company.	
73-4 amperes arc lights at \$85.00 . . . . .	\$6,205
Municipal Buildings . . . . .	200
	<b>\$6,405</b>
Dominion Company.	
25-4 amperes arc lights at \$85.00 . . . . .	\$2,125
Municipal Buildings . . . . .	150
	<b>\$2,275</b>
Administration, repairs and maintenance . . . . .	7,271
<b>Total appropriation for light . . . . .</b>	<b>\$228,894</b>

EXEMPTIONS.

The value of exempt property has increased from \$68,300,000, as in 1909, to \$109,000,000 as in 1910, in consequence of the following additions:—

Harbour Valuations:

Included in the assessment rolls for the first time, say . . . . . \$19,000,000  
(in the following Wards:—St. Ann's, West, Centre, East, St. James, Papineau, St. Mary, Hochelaga, Longue Pointe.)  
Natural Increase:

Augmentation naturelle:  
 Augmentation générale dans la valeur des immeubles de la Ville (qui s'applique aux immeubles exempts de taxes tout comme aux immeubles imposables), et écoles et collèges récemment établis, tels que la nouvelle école de médecine et les autres nouveaux édifices de l'Université McGill, les écoles techniques, etc., disons \$16,000,000  
 Terres en culture dans les territoires annexés, disons 6,000,000

Les estimateurs ne considèrent pas comme "terres en culture" les terrains qui avaient été subdivisés pour être vendus, mais comme les subdivisions avaient été annulées, ils durent, sur l'avis de nos avocats, les évaluer comme "terres cultivées". La différence totale entre la valeur réelle et la valeur telle que portée au rôle d'évaluation, d'après les chiffres fournis par les estimateurs, est indiquée ci-dessous:—

LISTE DES TERRES EN CULTURE

	Valeur telle que portée au rôle d'évaluation.	Valeur réelle.
Quartier Notre-Dame de Grâces	\$ 34,133	\$1,044,000
do do	73,800	2,952,000
Quartier Emard	46,650	920,000
Quartier St-Denis	43,625	1,014,750
do	593,955	1,349,733
Quartier Rosemont	272,215	1,531,695
Quartier Bordeaux	85,460	562,100
Quartier Longue-Pointe	539,603	2,395,096
do	196,800	1,968,000
Quartier Côte-des-Neiges	132,056	1,034,760
	\$2,018,297	\$14,772,134
Valeur réelle	\$14,772,134	
Valeur telle que portée au rôle d'évaluation.	2,018,297	
Différence	\$12,753,837	

EVALUATIONS CONTESTEES

Je dois encore une fois attirer votre attention sur la nécessité d'une loi décrétant que, dans le cas des contestations d'évaluations, les taxes réclamées devront être payées avant qu'on puisse contester l'évaluation qui aura été faite, afin de restreindre les retards au règlement des différends seulement. L'on remédierait, en adoptant une loi de ce genre, à un grave inconvénient.

Pour montrer l'urgence de la chose, je citerai le cas des grandes compagnies d'électricité. Les estimateurs de la Ville décidèrent que leurs tuyaux, poteaux, rails, tunnels, conduits, fils, etc., étaient sujets à l'impôt, mais la M. L. H. & P. Co., la Cie des tramways, la Cie de téléphone Bell et la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc objectèrent à l'interprétation de la loi donnée par les estimateurs, en 1902. Il fut alors convenu que l'on soumettrait aux tribunaux un exposé des faits afin d'avoir leur opinion. Au mois de décembre de cette année-là, nos avocats remirent leur factum aux avocats des compagnies, mais après beaucoup de pourparlers et de retards couvrant une période de plus de 3 ans, et sans pouvoir en arriver à aucun résultat, l'on intenta, en décembre 1906, une poursuite, qui fut portée jusque devant le Conseil Privé, et ce tribunal appuya la prétention de la Ville.

Le "principe" ayant été ainsi établi, l'on supposa que l'affaire serait enfin réglée, mais tandis que les trois autres compagnies payèrent sous protêt, la M. L. H. & P. Co. continua la lutte, non pas sur le "principe", mais sur "l'évaluation" qui avait été faite, et le litige est encore devant les tribunaux depuis 9 ans qu'il dure — ce qui a pour résultat d'immobiliser une somme de \$150,000 pour cette compagnie seulement et d'empêcher la Ville de dépenser cette somme.

C'est afin d'obvier à cet inconvénient que j'ai demandé, l'année dernière, que la charte soit amendée de manière que l'on ne puisse à l'avenir contester aucune évaluation avant d'avoir payé la taxe réclamée. De cette façon, le seul montant en suspens serait la différence entre le chiffre de l'évaluation et la somme que le contestant admet devoir, et il n'y aurait plus ainsi qu'à rembourser

General augmentation of the values of City Real Estate (which applies to exempt as well as to taxable properties), and additional schools and colleges such, as the new Medical and other buildings at the new Medical and other buildings at McGill University, the new Technical Schools, etc., say \$16,000,000  
 Farm lands in annexed territories, say 6,000,000

Difference between the value of lands which, having been subdivided for purposes of sale, the assessors did not consider as "land under cultivation," but which the subdivisions having been cancelled, the assessors found themselves obliged, under legal advice, to exempt. The total difference between the actual and the assessed values, (as furnished by the assessors) is shown below:

RECAPITULATION OF FARM LANDS.

Notre Dame de Grâces Ward	\$ 34,133	\$1,044,000
do do	73,800	2,952,000
Emard Ward	46,650	920,000
St. Denis Ward	43,625	1,014,750
do	593,955	1,349,733
Rosemont Ward	272,215	1,531,695
Bordeaux Ward	85,460	562,100
Longue Pointe Ward	539,603	2,395,096
do do	196,800	1,968,000
Côte des Neiges Ward	132,056	1,034,760
	\$2,018,297	\$14,772,134
Estimated assessable value	\$14,772,134	
Present assessed value	2,018,297	
Difference	\$12,753,837	

CONTESTED ASSESSMENTS

I have again to call attention to the necessity of protective legislation in the matter of the contestation of assessments (in order to obviate the serious inconvenience which otherwise arises) so as to make payment precedent to contestation, thus confining delays to the adjustment of the differences, merely.

As an illustration of the urgency of this, the case of the great electric companies may be cited. The City's taxing powers declared their Pipes, Poles, Rails, Tunnels, Conduits, Wires, etc., to be subject to taxation, but the Montreal Light, Heat & Power Co., the Street Railway, the Bell Telephone and the Grand Trunk Railway Companies took exception to the interpretation put upon this by the assessors in 1902. An agreement was then made to submit a "Recital of Dispute" for an opinion of Court. In the month of December of that year, our lawyers handed their "conclusions" to the attorneys of the companies, but after many pourparlers, and delays extending over three years, without being able to get their concurrence, a suit was entered in December, 1906, which was ultimately carried to the Privy Council, where the City's contention was sustained.

The "principle" being thus established, it was supposed the way was clear to a settlement, but while the other three companies had paid "under protest," the Light, Heat and Power Company continued the fight, not on the "principle," but on the "valuation," as made under it, and the matter is, to-day, still in Court, after a lapse of nine years, tying up an aggregate of \$150,000 for that company alone, and depriving the revenue and consequent appropriation of that sum.

It was to obviate this inconvenience that I, last year, asked for an amendment to the Charter, making prepayment a condition of the right to contest, so that the only amount in abeyance would be the difference between

une somme équivalente à la réduction que le tribunal pourrait faire ultérieurement.

Une loi de ce genre a été incorporée dans les chartes de quelques-unes des villes américaines, où l'on se trouva forcé de recourir à ce moyen pour se protéger, et le besoin s'en fait encore plus sentir à Montréal, à cause du taux peu élevé de l'intérêt que rapportent nos arrérages.

CREDITS VOTES POUR 1911.

(Basés sur les rôles de taxes de 1910)

Impôt foncier, 1910 .. . . .	\$4,296,303	
Taxe d'eau, 1910 .. . . .	838,011	
Taxe d'affaires .. . . .	612,888	
Recettes diverses .. . . .	1,258,082	
		\$7,005,284

Montant qui a été réparti comme suit:

		Pour cent du revenu.
Réserve de 5% .. . . .	\$ 350,000	5%
Intérêt sur la dette .. . . .	2,163,000	31%
Taxe scolaire .. . . .	1,035,000	15%
Département des Finances:—		
Traitements des fonctionnaires des départements du Greffier, du Contentieux, du Contrôleur et Auditeur, des Estimateurs et des Experts, pensions de retraite, etc .. . . .		
	284,000	4%
DIVERS		
Entretien des orphelins, des prisonniers et des aliénés, allocations aux hôpitaux et aux institutions de charité, indemnités, etc .. . . .		
	408,284	5 3/4%
Département de la Voirie .. . . .	690,000	9 3/4%
Département de la Police et Cour du Recorder .. . . .	623,000	8 3/4%
Département des Incendies .. . . .	483,000	6 3/4%
Département de l'Aqueduc .. . . .	301,000	4 3/4%
Département de l'Eclairage .. . . .	229,000	3 1/4%
Département de l'Incineration .. . . .	148,000	2 1/4%
Département de l'Hygiène .. . . .	104,000	1 1/2%
Département de l'Hôtel-de-Ville .. . . .	70,000	1%
Département des Parcs .. . . .	62,000	3/4%
Département des Marchés .. . . .	30,000	3/8%
Département de l'Inspection des édifices .. . . .	25,000	3/8%
	\$7,005,284	100%

Relativement à l'item "Allocations" qui figure sous la rubrique "Divers", dans les crédits votés au département des Finances, je ferai remarquer que le montant indiqué (à savoir \$55,000 pour "divers" et \$70,000 spécialement pour les hôpitaux) ne représente pas l'entière contribution de la Ville, car, en sus de l'allocation en argent, l'eau est fournie au prix nominal de \$25 aux hôpitaux ayant un minimum de 100 lits gratuits; et je crois qu'il serait préférable d'augmenter les subventions jusqu'à concurrence de la somme que cela représente (soit environ \$9,000, cette année) et de percevoir la taxe d'eau comme dans tous les autres cas. Cela montrerait plus exactement le montant des allocations et le chiffre du revenu que donne l'aqueduc.

HOTEL-DE-VILLE.

Je crois devoir attirer de nouveau l'attention sur le manque d'espace pour la bonne administration des départements. Les nombreuses annexions qui ont été faites, chacune avec ses rôles d'évaluation séparés, ont rendu le bureau des perceptions de taxes (qui n'était pas déjà trop grand) beaucoup trop exigü pour permettre d'y faire un travail satisfaisant. Dans le département des "arrérages" seul, il y a à l'heure qu'il est, entassés dans un coin — à part les rôles des arrérages de taxes foncières annuelles ordinaires — pas moins de 125 rôles spéciaux pour "améliorations de rues," 300 pour "égouts" et 1,000 pour "trottoirs," les taxes apparaissent à chacun de ces rôles

the assessed value and that which the contestants should claim, when the only result would be the refunding of any reduction which the Court might ultimately award.

A law to this effect has been embodied in the Charters of some American cities, where its necessity forced its adoption, and it has become even more essential to us in consequence of the low rate of interest which our arrears carry.

APPROPRIATIONS FOR 1911.

(Based on the Assessment Rolls of 1910 and made in December of that year) as under:

Assessments on Real Estate, 1910 .. . . .	\$4,296,303
Water rates levied, 1910 .. . . .	838,011
Business Tax .. . . .	612,888
Miscellaneous revenue .. . . .	1,258,082
	\$7,005,284

Appropriated as under:		Percentage on revenue
Reserve of 5% .. . . .	\$ 350,000	5%
Interest on debt .. . . .	2,163,000	31%
School tax .. . . .	1,035,000	15%
Finance Department: — Salaires:		
City Clerk's, Treasury, Law Comptroller and Audit, Assessors and Experts Departments, Superannuations, etc. . . . .		
	284,000	4%
Miscellaneous: — Maintenance of prisoners, orphans and insane, grants to hospitals and charitable institutions, indemnities, etc .. . . .		
	408,284	5 3/4%
Roads .. . . .	690,000	9 3/4%
Police and Recorder's Court .. . . .	623,000	8 3/4%
Fire Department .. . . .	483,000	6 3/4%
Water Works Department .. . . .	301,000	4 3/4%
Light Department .. . . .	229,000	3 1/4%
Incineration Department .. . . .	148,000	2 1/4%
Health Department .. . . .	104,000	1 1/2%
City Hall Department .. . . .	70,000	1%
Parks Department .. . . .	62,000	3/4%
Market Department .. . . .	30,000	3/8%
Building Inspection Department .. . . .	25,000	3/8%
	\$7,005,284	100%

Relative to the item of "Grants" appearing under the head of "Miscellaneous" in the Finance appropriation, it should be pointed out that the amount (which this year is \$55,000 for miscellaneous, and \$70,000 special for hospitals) does not represent the full contribution of the City because, in addition to the money grant, water is given at a nominal price of \$25.00 to hospitals having a minimum of 100 free beds; and that it would be better to increase the grants to that extent (amounting this year to about \$9,000.00) and collect the water as in all other cases. This would show the amount of both the grants and the water revenue more correctly.

CITY HALL.

I have again to emphasize the necessity for more accommodation in order to ensure the efficient working of the departments. The numerous annexations which have been made, each with its separate assessment rolls, have rendered the Long Room (not any too large before) entirely inadequate to satisfactory work. In the "Arrears" department alone, crowded into one corner, there is at the present moment, apart from the arrears of the ordinary annual assessments no less than 125 "Street Improvement", 300 "Sewer" and 1,000 "Sidewalk" special rolls, each item in which is payable by instalments spread over 10 years. The sewers of Notre Dame de Grâce, indeed, are spread over 40 years.

étant payables par versements couvrant une période de 10 ans. Le fait est que les versements pour le paiement du coût des égouts de Notre-Dame de Grâce sont échelonnés sur une période de 40 ans.

Mais malgré le grave inconvénient que cela présente dans le bureau des perceptions de taxes, les conditions dans le bureau des estimateurs sont encore pires, car non seulement il est plus encombré, mais de plus, les livres et les documents les plus précieux (les originaux), sont exposés — par suite du manque d'une pièce convenable pour les y placer — à se perdre et à être détruits par le feu. Les livres de notes des estimateurs devraient être gardés dans une pièce à l'épreuve du feu et l'on ne devrait y avoir accès que dans cette pièce et sous une stricte surveillance. L'on ne saurait attacher trop d'importance à cela.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs,  
Votre obéissant serviteur,  
W. ROBB,  
Trésorier de la Ville.

Bureau du Trésorier de la Ville,  
Hôtel-de-Ville.  
Montréal, 25 janvier 1911.

But inconvenient as this may be in the collecting department, the condition of the Assessors' Office is still more serious, for, not only is it congested to a greater degree, but the risk of loss by reason of the exposure of the most valuable (because original) books and records, for which there is no adequate provision, and the danger from fire from the same cause calls for the most serious consideration. The original blotters (field notes) of the assessors should be kept in a fireproof room and access to them obtained only in such apartment and under proper surveillance. It is impossible to overestimate the importance of this.

I have the honor to be, Gentlemen,

Your obedient servant,

W. ROBB,  
City Treasurer

City Treasurer's Office,  
City Hall.  
Montreal, 25th January, 1911.

## BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 1er Août 1911, a.m.

M. Dupuis, Président, tous présents.

1.—Le Chef de Police transmet la liste des absences motivées dans le département de police du 16 au 31 juillet, et recommande que le salaire de ceux y mentionnés soit payé en entier.

Résolu: En conséquence.

2.—Le Chef de Police transmet la check pay list du 16 au 31 juillet, et recommande de l'approuver.

Résolu: En conséquence.

3.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef au sujet du pavage de cette partie de la rue des Commissaires qui appartient à la Commission du Havre.

Il est

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant que l'arrangement suivant soit intervenu entre la Commission du Havre et la Ville.

Les voies de tramways existant actuellement sur la partie Sud de la rue des Commissaires seront maintenues aussi longtemps que la Commission du Havre n'aura pas besoin de ladite partie de la rue des Commissaires.

La Commission du Havre se chargera du pavage en blocs de granit de ladite partie Sud de la rue des Commissaires, qui n'est pas encore pavée, de la rue Bonsecours à la rue McGill.

En retour du privilège de maintenir lesdites voies de tramways sur ladite partie de la rue des Commissaires, qui appartient à la Commission du Havre, la ville paiera le premier jour du mois de.....de chaque année, à ladite Commission un montant équivalent à 5% du coût actuel du pavage de ladite partie de rue, lequel est estimé approximativement, par les Ingénieurs de la Cité à \$67,000.

Un contrat notarié, contenant les conditions ci-dessus, sera signé par S. H. le Maire et le Greffier de la Cité, au nom de la Cité et par ladite Commission.

4.—Soumise une lettre de M. R. Rousseau, au sujet de de certaines irrégularités dans le service des tramways.

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport.

5.—Soumis un rapport du Secrétaire du Bureau, demandant l'achat d'une machine à écrire (dactylographe) Underwood, dernier modèle, grand carosse, pour l'usage de son bureau.

Résolu: D'autoriser le Surintendant des Impressions et de la Papeterie à acheter ladite machine.

6.—L'Assistant Surintendant des Licences demande d'être autorisé à payer les dépenses de tramways et de repas aux inspecteurs qui sont obligés de faire du devoir dans les quartiers éloignés de la Cité.

Résolu: D'autoriser le paiement desdites dépenses.

7.—Le Surintendant de l'Eclairage demande l'autorisation de s'absenter du service, pour partie de ses vacances, à compter du 2 au 10 courant.

Résolu: D'accorder ladite autorisation.

8.—Le payeur de la Cité recommande que la balance du crédit voté pour location de voitures, transport du payeur et de ses assistants soit appliqué à l'entretien et garage de l'automobile mis à la disposition du payeur.

Résolu: En conséquence.

9.—Le Surintendant des Marchés recommande la location de l'étal No. 3, situé à l'extrémité Est du Marché Bonsecours, rue St-Paul, à M. Toussaint Demers, à raison de \$2.00 par semaine.

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

Adjournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire

\* \* \*

## BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held the 1st August 1911, a. m.

Present: All the members of the Board, M. Dupuis in the chair.

1.—The Chief of Police transmitted the list of justified absences in the police department from the 16th to the 31st July, and recommended that the salary of the employees therein mentioned be paid in full.

Resolved: Accordingly.

2.—The Chief of Police transmitted the Check Pay List from the 16th to the 31st July, and recommended that the same be approved.

Resolved: Accordingly.

3.—Submitted a report from the Chief Engineer anent the paving of that part of Commissioners street which belongs to the Harbour Board.

It was

Resolved: That a report be made to Council recommending that the following agreement be entered into between the Harbour Board and the City.

The car tracks now existing on the south side of Commissioners street shall be maintained as long as the Harbour Board will not require that part of said street.

The Harbour Board shall pave with granite blocks said south part of Commissioners street which is yet unpaved, from Bonsecours to McGill street.

In return for the privilege of maintaining said car tracks on that part of Commissioners street, which is the Harbour Board's property, the City shall pay on the first day of the month of.....each year, a sum equal to 5% of the present cost of paving said part of street, which is estimated approximately, by the City Engineers, to \$67,000.

A notarial deed embodying the above conditions shall be signed by His Worship the Mayor and the City Clerk, on behalf of the City, and by the said Board.

4.—Submitted a letter from Mr. R. Rousseau, anent certain irregularities in the street car service

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for a report.

5.—Submitted a report from the Secretary of the Board, asking for a typewriting machine, Underwood, latest model, with wide carriage, for the use of his office.

Resolved: That the Superintendent of Printing and Stationery be authorized to purchase said machine.

6.—The Asst. Superintendent of Licenses asked that he be authorized to pay the car fares and meals of inspectors who have to do duty in the remotest wards of the City.

Resolved: To authorize the payment thereof.

7.—The Superintendent of the Light department asked for leave of absence, from the 2nd to the 10th instant, as part of his holidays.

Resolved: To grant said request.

8.—The City Paymaster recommended that the balance of the appropriation voted for cab hire for himself and his assistants be applied to the maintenance and garage of the automobile placed at his disposal.

Resolved: Accordingly.

9.—The Superintendent of Markets recommended that stall No. 3, at the east end of Bonsecours Market, St. Paul street, be rented to Mr. Toussaint Demers at the rate of \$2.00 per week.

Resolved: To concur in said recommendation.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 1er août 1911, p.m.

Les mêmes présents.

1.—Le Surintendant des Egouts recommande la construction d'un égout dans la rue Devienne, entre les rues St-Georges et Benoit, au coût de \$2,200 payable, \$1,500 par les propriétaires intéressés, et la balance, soit, \$700, par la Cité.

Le Médecin Officier de Santé ayant recommandé la construction dudit égout, dans l'intérêt de la Santé publique, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant la construction dudit égout comme susdit.

2.—Le Médecin Officier de Santé recommande la construction d'un égout dans la ruelle Longpré, de la rue Lecourt à 375 pieds au sud, quartier Longue-Pointe, Beaurivage, au coût de \$1,700, payable \$1,250 par les propriétaires intéressés et la balance, soit \$450 par la Cité.

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant la construction dudit égout.

3.—Les documents suivants sont soumis au Bureau et déposés aux archives:

10. Rapports du Surintendant de l'Aqueduc, de l'Inspecteur de la Cité et du Surintendant des Egouts sur les travaux exécutés dans ces trois départements, durant la semaine finissant le 28 juillet.

20. Rapport du Médecin Officier de Santé, "re" animal enterré sur un terrain à Notre Dame de Grâce, plainte de M. Fred. King, 18, rue Highland.

30. Rapport de l'Inspecteur de la Cité "re" notification de M. A. Belisle au sujet du retard apporté à donner le niveau et la ligne des rues Carrières et Rosslin.

40. Rapport de l'Inspecteur de la Cité au sujet de la demande de la Alaska Feather & Down Co., au sujet de la condition du Chemin de la rue Ste-Elizabeth du Portugal.

50. Rapport des Avocats de la Cité, "re" construction d'un pont pour les piétons de la rue Notre-Dame aux quais.

4.—Soumis un rapport de l'Inspecteur de la Cité au sujet de la location proposée de la tour d'observation sur la propriété du Grand Tronc à la traverse à niveau de la rue Ste-Elizabeth du Portugal.

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir s'il n'y a pas une ordonnance de construire ladite tour, passée par la Commission des Chemins de Fer.

5.—Soumis un rapport de l'Inspecteur de la Cité au sujet d'une offre de M. J. H. Laing d'acheter un morceau de terrain appartenant à la Cité, au coin Est du Boulevard St-Laurent et de l'Avenue Laurier.

Résolu: De référer au Président du Bureau des Evaluateurs pour rapport sur la valeur de ce terrain.

6.—L'Inspecteur de la Cité déclare que la Barber Asphalt Company a terminé un contrat qui lui a été accordé de livrer 500 tonnes d'asphalte Bermudez durant l'année 1910 et recommande que le dépôt de \$1,500 fait par ladite Compagnie pour garantir l'exécution de son contrat, lui soit remis.

Résolu: En conséquence.

7.—Le Surintendant de l'Aqueduc déclare que le service d'eau du quartier Longue Pointe n'est pas suffisant, à cause de la sécheresse et demande d'être autorisé à placer une pompe sur le bord du fleuve au Boulevard St-Antoine et de pomper l'eau du fleuve pour l'alimentation du système. L'installation temporaire d'une pompe à vapeur et des tuyaux nécessaires placés à la surface du sol, devant nécessiter une dépense d'environ \$800.

Résolu: D'autoriser le Surintendant de l'Aqueduc à faire ladite dépense à même le fonds d'administration de son département.

8.—Soumis un rapport du Surintendant de l'Aqueduc au sujet d'une lettre de résidents de Guibourg se plaignant du manque d'eau, déclarant que cette partie de la Longue Pointe est alimentée d'eau par une compagnie privée "La Cie Foncière Suburbaine", qu'il a visité l'endroit jeudi dernier le 27 juillet et que la pompe fonctionnait très bien.

Déposé.

9.—Le Chef du département des Incendies fait rapport que M. C. E. Lamoureux a terminé son contrat pour la fourniture des uniformes d'été des pompiers d'une façon

Report of meeting held the 1st August 1911, p. m.

Present: The same members as above.

1.—The Superintendent of sewers recommended that a sewer be laid in Devienne street, between St. George and Benoit streets, at a cost of \$2,200, payable \$1,500 by the interested proprietors and the balance to wit, \$700 by the City.

The Medical Health Officer having recommended the construction of said sewer in the interest of public health, it was

Resolved: To report to Council recommending that said sewer be constructed.

2.—The Medical Health Officer recommended the construction of a sewer in Longpré lane, from Lecourt street to a distance of 375 feet southwards, Longue-Pointe ward, Beaurivage, at a cost of \$1,700, payable \$1,250 by the interested proprietors and the balance, \$450, by the City.

Resolved: To report to Council, recommending that said sewer be constructed.

3.—The following documents were submitted to the Board and filed of record.

10. Reports from the Superintendent of the Water-Works, the City Surveyor and the Superintendent of Sewers, on the works performed in their departments during the week ending on the 28th July.

20. Report from the Medical Health Officer "re" complaint from Mr. Fred. King, 18 Highland street, anent an animal which was buried on a certain lot of land, at Notre-Dame de Grâce.

30. Report from the City Surveyor, "re" notification given by Mr. A. Belisle, anent the delay in giving the level and the line of Carrières and Rosslin streets.

40. Report from the City Surveyor, anent the communication from the Alaska Feather & Down Co., in connection with the state of the roadway on St. Elizabeth du Portugal street.

50. Report from the City Attorneys "re" construction of an overhead bridge for pedestrians, from Notre-Dame street to the wharves.

4.—Submitted a report from the City Surveyor on the project of placing the observation tower on the property of the Grand Trunk, at the level crossing of St. Elizabeth du Portugal street.

Resolved: To refer said report to the Law Department in order to ascertain whether the Railway Commissioners have not ordered the construction of said tower.

5.—Submitted a report from the City Surveyor anent an offer from Mr. J. H. Laing to purchase a piece of land belonging to the City, on the eastern corner of St. Lawrence Boulevard and Laurier avenue.

Resolved: That the matter be referred to the Chairman of the Board of Assessors for a report showing the value of said piece of land.

6.—The City Surveyor stated that the Barber Asphalt Company had completed a contract awarded to said Company for the delivery of 500 tons of Bermudez asphalt, during the year 1910, and recommended that the deposit of \$1,500 made by them to guarantee the carrying out of said work, be refunded.

Resolved: Accordingly.

7.—The Superintendent of Water-Works stated that the water supply in Longue-Pointe ward was insufficient, owing to the dry weather, and asked that he be authorized to place a pump on the river shore at St. Antoine Boulevard, in order to pump water from the river into the mains. The temporary installation of a steam pump and of the pipes to be laid on the surface of the ground, would necessitate the expenditure of about \$800.

Resolved: That the Superintendent of the Water-Works be authorized accordingly and that the funds required be charged against the amount voted for the administration of his department.

8.—Submitted a report from the Superintendent of the Water-Works in connection with a letter from residents of Guibourg complaining of the want of water, stating that that part of Longue-Pointe is supplied with water by a private company "La Cie Foncière Suburbaine;" that he

satisfaisante et recommande la remise du dépôt dudit Lamoureux.

Résolu: En conséquence.

10.—Le Surintendant de l'Aqueduc recommande de voter une somme de \$3,650 pour faire la pose de la conduite d'eau, ainsi que des raccordements des rues transversales du quartier Notre-Dame de Grâce avant de procéder au macadamisage de la rue Sherbrooke. Ces travaux faisaient l'objet d'un contrat accordé à Hénauld et Heffernan par l'ex-corporation de Notre-Dame de Grâce, et ils n'ont pas été exécutés vu le changement exigé dans le diamètre des tuyaux.

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter ladite somme de \$3,650 pour les fins ci-dessus.

11.—Soumis un rapport du Chef de Police, recommandant que l'Assistant détective Théodore Laberge soit promu au rang de détective de première classe en remplacement du détective Riopel, nommé capitaine, et que le sergent Jos. Foucault soit envoyé au Bureau des détectives comme Assistant-détective, en remplacement de Laberge, promu, et ce, à titre d'essai, au salaire annuel de \$800, et que le constable 51 Desmarreau soit promu sergent en remplacement de Foucault, nommé assistant détective.

Résolu: D'approuver lesdites recommandations du Chef de Police.

12.—Soumis un rapport du Surintendant des Impressions déclarant que le coût de l'impression de 250 copies en chaque langue de la liste des propriétés exemptes de taxes sera de \$250 (environ).

Résolu: D'autoriser le Surintendant des Impressions à demander des soumissions dans les journaux pour ce travail et en outre d'écrire à dix ou douze imprimeurs pour leur demander de soumissionner pour cet ouvrage.

13.—Soumis un extrait du procès verbal d'une séance du Conseil tenue le 5 juin 1911, à l'effet de retourner au Bureau des Commissaires pour plus ample étude un rapport dudit Bureau, recommandant de régler la réclamation de la ville contre la Compagnie des Chars Urbains de Montréal.

Soumise à ce sujet une lettre de l'Inspecteur de la Cité au Gérant de ladite Compagnie, en date du 6 novembre 1905, déclarant que la ville a ordonné la construction d'un égout dans la rue Ste-Catherine, entre les Avenues DeLorimier et Papineau et recommandant que la voie Sud sur ladite partie de la rue Ste-Catherine soit enlevée aussitôt que possible, afin de permettre aux entrepreneurs, MM. Leclaire et MacDonald, de procéder aux travaux de construction dudit égout sans délai.

Résolu: De référer ladite copie de lettre au Conseil et de recommander que les conclusions du rapport des Commissaires, plus haut mentionné, et portant la date du 2 juin 1911, soient approuvées.

14.—Soumis un rapport de M. F. C. Laberge, Arpenteur Géomètre, déclarant être prêt à faire le plan de la rue Masson nécessaire pour l'expropriation de ladite rue, entre les Nos. 172 et 183 du cadastre du Village incorporé de la Côte Visitation. Il déclare être prêt à faire ce travail sous huit jours d'avis et à charger \$100 pour ses frais de calculs, mesurages, recherches, plans, etc.

Résolu: De prier l'Inspecteur de la Cité de préparer les plans et descriptions des propriétés à exproprier.

15.—Soumis un projet de bail en double pour la location par le Gouvernement à la Ville de Montréal de deux arpents de terre entre les rues Wellington, St-Colomban, St-Patrice et la berge du canal Lachine, pour les fins du square St-Patrice.

Résolu: De transmettre ledit projet de bail au Conseil avec recommandation d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Ville à le signer au nom de la Cité.

16.—Le Surintendant des Edifices Municipaux déclare que M. J. Tassé, gardien de la bâtisse Municipale de Rosemont a donné sa démission et qu'il l'a remplacé, sujet à approbation par le Bureau, par un M. Michel St-Amand.

Résolu: D'approuver la nomination de M. St-Amand, aux mêmes conditions que son prédécesseur, savoir, \$5,75 par mois y compris son logement dans la bâtisse, à partir du 1er août.

17.—Le Chef du département des Incendies transmet deux comptes au montant de \$5 et \$2 du docteur P. E. Leblanc, pour soins professionnels donnés au capitaine J. B. Presseau et au pompier Ernest Bolduc, blessés dans l'exercice de leur devoir.

Résolu: D'autoriser le paiement desdits comptes.

visited the premises on Thursday last, the 27th July, and that the pump was then working quite well.

Filed of record.

9.—The Chief of the Fire Department reported that Mr. C. E. Lamoureux had satisfactorily completed his contract for the supply of the firemen's summer uniforms, and recommended the refund of the deposit made by the said Lamoureux.

Resolved: Accordingly.

10.—The Superintendent of the Water-Works recommended that a sum of \$3,650 be voted for the laying of a water main including connections with intersecting streets in Notre-Dame de Grâce ward before proceeding with the macadamizing of Sherbrooke street.

The above works were the object of a contract awarded to Henault & Heffernan by the ex-corporation of Notre-Dame de Grâce ward and were not carried out on account of the change required in the diameter of the pipes.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said sum of \$3,650 be voted for the above purposes.

11.—Submitted a report from the Chief of Police recommending that Assistant-Detective Théodore Laberge be promoted first class Detective, vice Detective Riopel, appointed Captain, and that Sergeant Jos. Foucault be appointed assistant Detective vice Laberge, promoted, on trial, at an annual salary of \$800, and that constable 51, Desmarreau, be promoted to the position of Sergeant vice Foucault, appointed assistant Detective.

Resolved: To concur in said recommendation.

12.—Submitted a report from the Superintendent of Printing stating that the printing of 250 copies of the list of properties exempt from taxes, in both languages, would cost about \$250.

Resolved: That the Superintendent of Printing be authorized to call for tenders in the newspapers for said work, and furthermore to write to ten or twelve printers, requesting them to tender for the work in question.

13.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council held on the 5th June 1911, referring back to the Board of Commissioners, for further consideration, a report of said Board recommending that the claim of the City against the Montreal Street Ry. Co., be settled.

In this connection, submitted a letter from the City Surveyor, addressed to the Manager of said Company, dated the 6th November 1905, stating that the City had ordered the laying of a sewer in St. Catherine street, between DeLorimier and Papineau avenues, and recommending that the south line on that part of St. Catherine street be removed, as soon as possible, in order to enable the contractors, Messrs Leclaire and MacDonald, to proceed with the laying of said sewer without delay.

Resolved: To refer said letter to the Council and to recommend that the conclusions of the Commissioners' report, above mentioned, and dated the 2nd June 1911, be approved.

14.—Submitted a report from Mr. F. C. Laberge, land-surveyor, stating he was ready to prepare the plan of Masson street required for the expropriation of said street, between cad. Nos. 172 and 183 of the incorporated village of Côte Visitation. He stated he was prepared to do the work within 8 days' notice and would charge \$100 for his fees, for calculations, measurements, searches, plans, etc.

Resolved: That the City Surveyor be requested to prepare the plans and descriptions of the properties which are to be expropriated.

15.—Submitted a draft of lease, in duplicate, whereby the government rents to the City of Montreal two arpents of land, situated between Wellington, St. Colomban St., Patrick streets and the bank of Lachine Canal, for the enlargement of St. Patrick Square.

Resolved: To transmit said draft of lease to the Council recommending that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

16.—The Superintendent of the Municipal Buildings stated that Mr. J. Tassé, caretaker of the Municipal building in Rosemont, had resigned and that he had replaced him by Mr. Michel St. Amand, subject to the approval of the Board.

Resolved: To concur in the appointment of Mr. St. Amand, on the same conditions as his predecessor, to wit, \$5.75 per month, including his lodging in the building.



18.—Soumis un rapport des Avocats de la Cité, "re" offre de M. Napoléon Lebrun de céder certaines rues et ruelles dans le Parc Lebrun, quartier Longue Pointe.

Résolu: D'informer ledit M. Lebrun que son offre a été référée au Département en Loi et que conformément à l'opinion dudit département, le Bureau ne peut légalement accepter cette offre dans les termes proposés.

19.—Soumis un rapport de M. C. Amireault, Ingénieur Civil, informant le Bureau que dans le tableau No 5 des soumissions pour la fourniture de machineries, etc., en vertu duquel le contrat pour la fourniture de douze voitures à répandre le béton a été accordé à la Waterous Cement Machinery Co." au prix de \$1,214.10, il a été omis de faire entrer en ligne de compte les modifications des taux de transport dans le cas où un seul des item mentionné dans la soumission de ladite Compagnie serait acheté, ainsi que les droits de douane, et qu'en tenant compte de ces modifications et en chiffrant sur un droit de douane de 35% on en arrive au prix de \$1,603.19 au lieu de \$1,214.10 pour le premier item offert par la dite compagnie et au prix de \$1,748.99 au lieu de \$1,322.10 pour le second item, tel qu'il appert au tableau corrigé ci-joint.

Ledit M. Amireault déclare en outre que malgré ces modifications, la "Waterous Cement Machinery Corporation" est encore le plus bas soumissionnaire.

Résolu: En conséquence, de faire rapport au Conseil, recommandant que la somme de \$389.09 représentant la différence dans les prix plus haut mentionnée, soit votée à même le montant de \$45,838 voté pour l'achat de machinerie pour les chemins.

Les minutes sont lues et confirmées.

20.—Soumise une communication de M. J. Emile Vanier, Architecte, au sujet des travaux du contracteur Duquette au tunnel du Boulevard St-Laurent, sous les voies du Pacifique, transmettant une liste des travaux qui lui restent encore à faire.

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

#### COMMISSION DE LEGISLATION.

Compte rendu de l'assemblée du 12 octobre

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président; Brodeur, Robinson, Tétreau, et Dandurand.

Assistent aussi à l'assemblée M. Oscar Lavallée, C.R., avocat de la Cité et M. l'échevin Mayrand.

1.—Soumise et lue une résolution adoptée par le Bureau des Commissaires à une assemblée tenue le 20 juin 1911, au sujet d'un jugement rendu par S. H. le Recorder Weir, le 9 mai 1911, déboutant l'action intentée par la Cité à "The Ontario Fire Insurance", pour faire payer à ladite Compagnie sa quote-part du coût de l'entretien du bureau des Commissaires des Incendies.

M. Oscar Lavallée, avocat de la Cité, explique à la Commission que l'article 3821, des statuts refondus de Québec, qui autorise la Cité à recouvrer des Cies d'assurance contre le feu les deux tiers du montant payé pour l'entretien du Bureau des Commissaires, est incomplète, ainsi que le règlement qui a été adopté à ce sujet par ladite Cité.

M. Lavallée communique à la Commission l'opinion donnée par les Avocats de la Cité, le 16 mai 1911, suggérant de faire amender la loi, de façon à étendre les pouvoirs conférés à la Ville.

Il est alors,

Résolu: De prier les avocats de la Cité de préparer un

from the 1st of August.

17.—The Chief of the Fire department submitted two accounts amounting to \$5 and \$2, transmitted by Dr. P. E. Leblanc, for professional services rendered to captain J. B. Presseau and fireman Ernest Bolduc, who were injured while on duty.

Resolved: That the payment of said accounts be authorized.

18.—Submitted a report from the City Attorneys, re offer from Mr. Napoléon Lebrun to cede certain streets and lanes in Lebrun Park, Longue-Pointe ward.

Resolved: That Mr. Lebrun be informed that his offer was referred to the Law Department and that, according to the opinion of said department, the Board cannot legally accept his offer on the proposed terms.

19.—Submitted a report from Mr. C. Amirault, Civil Engineer, informing the Board that the tabulated statement No. 5 of the tenders for the supply of machinery, etc., in virtue of which the contract for the supply of 12 concrete spreading waggons was awarded to the Waterous Cement Machinery Co., at the price of \$1,214.10, the changes in the freight rates in case a single item among those mentioned in said company's tender, would be purchased, also the custom duties were not taken into account, and that taking into consideration such changes and custom duty of 35%, the cost would amount to \$1,603.19 instead of \$1,214.10 for the first item in the said company's offer and \$1,748.99 instead of \$1,322.10 for the second item, as shown on the corrected tabulated statement annexed to said report.

The said Mr. Amirault furthermore stated that, notwithstanding said changes, the Waterous Cement Machinery Corporation was still the lowest tenderer.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the sum of \$389.09, representing the difference in the above mentioned prices be voted, to be charged against the sum of \$45,838 voted for the purchase of machinery for the roads.

The minutes were read and confirmed.

20.—Submitted a communication from Mr. J. Emile Vanier, architect, anent the works performed by contractor Duquette at the St. Lawrence Boulevard tunnel, under the tracks of the Canadian Pacific Railway, transmitting a list of works which still remain to be done by him.

Resolved: To refer the matter to the Law Department for a report.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

#### LEGISLATION COMMITTEE.

Report of meeting held the 12th October

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Brodeur, Robinson, Tétreau and Dandurand.

Mr. Oscar Lavallée, K. C. City Attorney and Ald. Mayrand also attended the meeting.

1.—Submitted and read a resolution adopted by the Board of Commissioners at a meeting held the 20th June, 1911, anent a judgment rendered by H. H. Recorder Weir, on the 9th May 1911, dismissing the case of the City vs. The Ontario Fire Insurance Co., whereby the City claimed from said Company its share of the cost of maintaining the Fire Commission.

Mr. Oscar Lavallée, City Attorney, explained to the Committee that article 3821 of the Revised Statutes of Quebec, authorizing the City to recover from the Fire Insurance Companies two thirds of the amount paid for the maintenance of the Fire Commission was incomplete, as was also the by-law adopted by the City in this connection.

Mr. Lavallée informed the Committee that the opinion given by the City Attorney on the 16th May 1911, suggesting that the law should be amended so as to extend the powers conferred upon the City.

It was then

Resolved: That the City Attorneys be requested to pre-

amendement à la loi, de manière à faire disparaître ce qui pourrait empêcher la Cité de recouvrer des Cies d'assurance leur quote-part du coût de l'entretien du bureau des Commissaires des Incendies, et donne à cet amendement un effet rétroactif, si la chose est nécessaire.

2.—Soumis un rapport du Bureau des Commissaires, au sujet d'une requête d'un certain nombre de marchands, demandant de fixer un tarif pour les voitures qui servent au transport des marchandises ou effets quelconques.

Résolu: D'informer le Conseil et le Bureau des Commissaires qu'un avis de motion a été donné au Conseil pour la refonte de tous les règlements concernant les cochers et les voitures en général et que dans cette refonte, le tarif du charroyage, qui forme partie du règlement No 50, pourra être amendé de manière à satisfaire les intéressés.

3.—Soumis un extrait des minutes d'une assemblée du Bureau des Commissaires, demandant à la Commission de Législation d'étudier l'opportunité d'amender la loi concernant la perception de la taxe pour payer le coût de l'enlèvement de la neige des trottoirs durant l'hiver, de façon à faire payer cette taxe d'avance.

Et un débat s'engageant.

Il est

Résolu: De prier les Avocats de la Cité de rédiger un amendement de façon à ce que les dépenses à encourir pour l'enlèvement de la neige des trottoirs, puissent être imputées sur le fonds de roulement, jusqu'à ce que la répartition spéciale imposée pour cette fin ait été perçue des propriétaires fonciers.

4.—Soumis un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant qu'un règlement soit adoptée décrétant que toute institution reconnue comme exerçant la charité publique par le Conseil de Ville et par le Bureau des Commissaires, ne paiera que 25% de la taxe d'eau imposée sur telle institution.

Résolu: De suggérer au Bureau des Commissaires de ne faire aucun changement au règlement, mais d'accorder plutôt une allocation annuelle, équivalente à la réduction proposée, aux institutions de charité et aux refuges publics.

5.—Soumis et lus,

(a) Lettre du Chef du Dept. des Incendies, recommandant de restreindre l'usage des sirènes aux automobiles et autres voitures du service public, tels que les appareils du service des incendies, les ambulances et les voitures de patrouille.

(b) Rapport du Bureau des Commissaires, renvoyant à la Commission certaines questions relatives à la réglementation des automobiles.

(c) Lettre du Chef de Police, transmettant une communication de M. L. Bernier, contenant certaines suggestions au sujet des garages d'automobiles.

Résolu: De renvoyer ces documents, aux avocats de la Cité et à M. l'échevin Dandurand pour préparer un projet de règlement à ce sujet et pour suggérer les amendements qu'il serait nécessaire de demander à la Législature, relativement à la réglementation des automobiles.

6.—Soumise une proposition faite au Conseil par M. l'Ech. Leclaire, à l'effet d'amender la clause 48 de la charte, de manière à faire disparaître la déqualification des électeurs qui négligent de payer leurs taxes municipales avant le 1er Décembre.

Résolu: De donner instruction aux Avocats de la Cité de rédiger un amendement à la loi dans ce sens.

7.—Soumis et lu un rapport du Bureau des Commissaires au sujet d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, annulant un rôle de cotisation spéciale pour le recouvrement d'une somme de \$31,204.91, pour améliorations dans le ci-devant village DeLorimier lequel rapport a été soumis au Conseil le 17 juillet 1911, et renvoyé à la Commission de Législation, afin d'inclure dans les prochains amendements à la charte, une clause autorisant la Cité à percevoir les montants dus par certains propriétaires du quartier DeLorimier, pour des expropriations faites en vertu du règlement No 43, de la ci-devant municipalité de DeLorimier.

Résolu: De prier les Avocats de la Cité de préparer un amendement à la loi dans ce sens.

8.—Soumise et lue une communication de M. l'échevin Marcell, demandant qu'une ligne homologuée soit établie rue St-Jacques, quartier Notre-Dame de Grâce, afin d'em-

pare an amendment to the law so as to strike out from the same every thing that might prevent the City from collecting from the Insurance Companies their share of the cost of the Fire Commission and to give said amendment a retroactive effect, if necessary.

2.—Submitted a report from the Board of Commissioners anent a petition from a certain number of traders, asking that a tariff be established for vehicles used for the carting of goods or articles whatsoever.

Resolved: That the Council and the Board of Commissioners be informed that a notice of motion was given in Council to codify all the by-laws concerning cabmen and vehicles generally, and that in said codification, the tariff for carting, forming part of by-law No. 50, may be amended in such a way as to satisfy the interested parties.

3.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of the Board of Commissioners requesting the Legislation Committee to consider the advisability of amending the law concerning the collection of the tax representing the cost of removing snow from the sidewalks in winter, so as to have said tax paid in advance.

And a debate arising, it was

Resolved: That the City Attorneys be requested to prepare an amendment so that expenses to be incurred for the removal of snow from the sidewalks, may be charged against the working capital, until the special assessment imposed for said purpose has been collected from the real estate owners.

4.—Submitted a report from the Board of Commissioners, recommending that a by-law be adopted enacting that every institution recognized as exercising public charity by the City Council and the Board of Commissioners, shall pay but 25% of the water tax imposed upon such institution.

Resolved: To suggest to the Board of Commissioners not to make any changes to the by-law, but rather to vote an annual grant equal to the proposed reduction to charitable institutions and public refuges.

5.—Submitted and read

(a) Letter from the Chief of the Fire department, recommending that the use of sirens be restituted to automobiles and other vehicles belonging to the public service, such as those of the fire department, ambulances and patrol waggons.

(b) Report from the Board of Commissioners referring to this Committee certain questions anent the adoption of by-laws concerning the regulation of automobiles.

(c) Letter from the Chief of Police, transmitting a letter from Mr. L. Bernier containing certain suggestions anent automobile garages.

Resolved: That the above documents be referred to the City Attorneys and to Ald. Dandurand with a request that they prepare a draft of by-law in this connection and that they suggest the amendments which should be applied for to the Legislature in connection with the regulation of automobiles.

6.—Submitted a motion made in Council by Ald. Leclaire, to amend clause 48 of the charter so as to remove the disqualification of ratepayers who neglect to pay their municipal taxes before the 1st of December.

Resolved: That the City Attorneys be instructed to draft an amendment to the law to that effect.

7.—Submitted and read a report from the Board of Commissioners on a judgment rendered by the Superior Court quashing a special assessment roll for the recovery of a sum of \$31,204.91 for improvements in the former village of DeLorimier, which said report was submitted to the Council on the 17th July 1911, and referred to the Legislation Committee in order to insert in the new amendments to the Charter, a clause authorizing the City to collect the amounts due by certain proprietors of DeLorimier ward, for expropriations made in virtue of by-law No. 43 of the former municipality of DeLorimier.

Resolved: That the City Attorneys be requested to prepare an amendment to the Charter accordingly.

8.—Submitted and read a communication from Ald. St. James street, Notre-Dame de Grâce ward, in order to prevent the erection of buildings within 30 feet from the existing line of said street.

pêcher l'érection de bâtiments en dedans de 30 pieds de la ligne actuelle de ladite rue.

Résolu: De renvoyer cette lettre au Bureau des Commissaires, vu que cette question est du ressort dudit Bureau et du Conseil et d'informer M. l'échevin Marcell de cette décision afin qu'il puisse se présenter devant ledit bureau, qu'un rapport soit fait au Conseil en faveur de l'établissement de ladite ligne.

9.—Soumise une communication de M. l'échevin Mayrand transmettant une requête de certains propriétaires, demandant l'ouverture de la rue Gilford, entre les rues Papineau et Simard.

Résolu: De prier les avocats de la Cité de rédiger un amendement à la loi, autorisant la Cité à procéder à l'ouverture de cette rue, soit par achat à l'amiable ou par voie d'expropriation. La moitié du coût devant être payé par la Cité, et l'autre moitié par les propriétaires d'immeubles situés sur la partie de la rue Gilford qui doit être ouverte.

10.—Soumise une lettre de l'Asst. Trésorier de la Cité, transmettant une communication de M. Henry H. Lyman au sujet du délai fixé pour la contestation des rôles d'évaluation.

Résolu: De renvoyer ces documents au bureau des Estimateurs de la Cité pour rapport.

11.—Soumis un extrait des procès verbaux d'une assemblée du Bureau des Commissaires, transmettant une communication de M. John Kennedy se plaignant du bruit causé par le sifflement des bateaux qui passent sur le Canal Lachine.

Sur l'avis de l'Avocat de la Cité, il est

Résolu: D'informer le Bureau des Commissaires et M. Kennedy que la Cité n'a aucune juridiction dans l'espèce et que les autorités Fédérales seules peuvent remédier à l'état de choses dont se plaint M. Kennedy.

12.—Soumise une résolution adoptée par la Bureau des Commissaires à une assemblée tenue le 25 juillet 1911, au sujet de la perception de certaines taxes imposées à M. Abel Wollenberg qui tient un marché privé.

Résolu: De renvoyer ces documents aux Avocats de la Cité pour rapport.

13.—Soumise une question posée au Conseil par M. l'Ech. Carter, le 17 juillet 1911, demandant à la Commission de Législation de s'enquérir si l'amendement proposé au règlement No 328, par l'Association de fermeture de bonne heure, atteint les établissements ou des liqueurs enivrantes sont vendues.

Résolu: De mettre devant le Conseil pour l'information de M. l'Ech. Carter, une copie du jugement rendu par S. H. le Recorder Weir sur cette question.

14.—Soumise une communication de M. Joseph Beauvien, maire d'Outremont, demandant à la Cité de Montréal d'adopter un règlement pour régler la construction de bâtiments sur cette partie du chemin de la Côte Ste-Catherine, qui se trouve dans la Cité de Montréal.

Résolu: De donner instruction au secrétaire de se procurer une copie du règlement adopté par la Ville d'Outremont, relativement à la construction d'édifices sur le chemin de la Côte Ste-Catherine.

15.—Soumise une résolution adoptée par le Conseil, le 9 Oct. 1911, demandant que la loi soit amendée de manière à imputer sur le fonds d'emprunt une somme de \$1,650 qui doit être payée à M. Geo. Vermette pour la partie de sa propriété requise pour l'ouverture de la rue Masson, dans le quartier Rosemont.

Résolu: De prier les Avocats de la Cité de rédiger l'amendement nécessaire à la loi, afin de donner effet à cette résolution.

16.—Soumise une proposition de M. l'Ech. Marcell, à l'effet d'établir une ligne homologuée rue Monkland, à travers le lot No 207 de la Ville de Westmount

Renvoyée aux Avocats de la Cité pour rapport.

17.—Le Secrétaire attire l'attention de la Commission sur une erreur qui s'est glissée dans la version française des amendements à la Charte adoptés à la dernière session de la Législature, Art. 2, paragraphe 6—3ème ligne, les mots "ne pas" devraient être effacés afin de concorder avec la version anglaise.

Résolu: De prier les avocats de préparer un amendement à cette fin.

Résolu: De donner instruction au secrétaire de se pro-

Resolved: That said letter be referred to the Board of Commissioners as the question is within the province of said Board and of Council and that Ald. Marcell be informed of this decision so that he may appear before the said Board, and that a report be made to Council in favor of the establishment of such line.

9.—Submitted a communication from Ald. Mayrand, transmitting a petition from certain proprietors asking that Gilford street, between Papineau and Simard streets, be opened.

Resolved: That the City Attorneys be requested to prepare an amendment to the law authorizing the City to open said street, either by purchasing the same by mutual agreement or by expropriation. Half of the cost to be paid by the City and the other half by the proprietors of immovables situated on that part of Gilford street which is to be opened.

10.—Submitted a letter from the Asst. City Treasurer transmitting a communication from Mr. Henry H. Lyman in connection with the delay fixed for the contestation of assessment rolls.

Resolved: To refer said documents to the Board of Assessors for a report.

11.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of the Board of Commissioners, transmitting a communication from Mr. John Kennedy complaining of the noise caused by the whistling of boats on the Lachine Canal.

Upon the City Attorney's advice, it was

Resolved: That the Board of Commissioners and Mr. Kennedy be informed that the City has no jurisdiction in the premises, and that Federal Authorities only can remedy the state of things complained of by Mr. Kennedy.

12.—Submitted a resolution adopted by the Board of Commissioners, at a meeting held the 25th July 1911, in connection with the collection of certain taxes imposed upon Mr. Abel Wollenberg, who keeps a private market.

Resolved: To refer said documents to the City Attorneys for a report.

13.—Submitted a question put in Council by Ald. Carter on the 17th July 1911, requesting the Legislation Committee to inquire whether the amendment to by-law No. 328, suggested by the Early Closing Association affects the establishments where intoxicating liquors are sold.

Resolved: To lay before Council for the information of Ald. Carter, a copy of the judgment rendered in this connection by H. H. Recorder Weir.

14.—Submitted a communication from Mr. Joseph Beauvien, mayor of Outremont, requesting the City to adopt a by-law to regulate the erection of buildings on that part of Côte Ste-Catherine Road, which is within the City of Montreal.

Resolved: That instructions be given to the Secretary to obtain a copy of the by-law adopted by the town of Outremont, concerning the erection of buildings on Côte Ste. Catherine Road.

15.—Submitted a resolution adopted by Council, on the 9th October 1911, asking that the law be amended so as to charge against the loan fund a sum of \$1,650 which is to be paid to Mr. Geo. Vermette for that part of his property which is required for the opening of Masson street, in Rosemont Ward.

Resolved: That the City Attorneys be instructed to prepare the necessary amendment to the law in order to give effect to said resolution.

16.—Submitted a motion from Ald. Marcell for the establishment of a homologated line on Monkland avenue, across lot No. 207 of the town of Westmount.

Referred to the City Attorneys for a report.

17.—The Secretary called the attention of the Committee to an error, which has slipped in the french version of the amendments to the Charter, adopted at the last session of the Legislature, art. 2, paragraph 6, 3rd line, the words "ne pas" should be struck out in order to make it agree with the english version.

Resolved: That the City Attorneys be requested to prepare an amendment accordingly.

18.—Resolved: That instructions be given to the Secretary to obtain from Toronto a copy of the law, anent the tax for local improvements.

It was also

curer une copie de la loi de Toronto sur la taxe pour améliorations locales.

19.—Il est aussi

Résolu: De faire rapport au Conseil, priant les membres du Conseil, le Bureau des Commissaires et les chefs de service, de bien vouloir informer sans délai cette Commission s'ils ont des amendements ou changements à la loi qu'ils désirent soumettre à la prochaine session de la Législature et de déclarer aussi que cette Commission serait heureuse d'étudier tout amendement à la loi qui pourrait lui être suggéré par des citoyens ou par des Associations de cette Ville.

20.—A la suggestion de M. l'Ech. Dandurand, il est

Résolu: De prier les Avocats de la Cité de rédiger un amendement à la loi, défendant l'ouverture de plus d'un comité d'élection dans la Cité de Montréal, par tout candidat à la charge de Maire ou de Commissaire.

21.—Le Secrétaire soumet un projet d'amendements aux règles du Conseil et instruction lui est donné d'en faire imprimer un certain nombre de copies, afin que les membres puissent l'étudier.

JULES CREPEAU,  
Sous-Greffier de la Cité.

\* \* \*

### CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 23 octobre.

Son honneur le Maire, l'honorable J. J. E. Guerin, occupe le fauteuil de la présidence.

Son présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, Leclair, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marcell, Bastien, Emard, Larivière, Lussier, Drummond, Morin, McMahan, Lavallée et MM. Ainey, Dupuis, Lachapelle et Wanklyn, Commissaires.

Le procès verbal de la dernière assemblée est lu et ratifié.

Du consentement unanime du Conseil, les affaires de routine suivantes sont expédiées:

#### REQUETES, ETC.

1.—De la Stuart Co., demandant la permission d'installer une chaudière à vapeur; de M. Z. O. Limoges pour installer un moteur électrique; de la Frisco Soda Co., pour construire une écurie.

2.—De la Ligue de Hockey de la Cité et de la "Montreal City Hockey League" demandant d'être constituées en corporation.

3.—Du Département des Chemins de Fer et Canaux offrant de céder à la ville, la rue Oak.

4.—De M. Abel Guibeau, se plaignant d'un certain officier de Police.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

5.—De l'Institut Royal des Architectes du Canada, remerciant le Conseil de sa cordiale réception.

Renvoyée à la Commission Spéciale des Réceptions.

6.—Des marchands détailliers, protestant contre l'amendement projeté du règlement concernant la fermeture à bonne heure, par lequel les magasins devraient fermer le mardi soir.

Renvoyée à la Commission de Législation.

7.—Du Président de l'École Technique de Montréal invitant le Conseil à visiter ladite école, mercredi, le 25 du courant.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. BRODEUR, il est

Résolu: D'accepter ladite invitation avec remerciements.

8.—De M. Chaussé, se plaignant du fait que l'avenue Mont-Royal n'est pas encore pavée.

Sur proposition de M. l'Ech. MAYRAND, appuyée par M. l'Ech. TETREAU, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié de

19.—Resolved: That a report be made to Council requesting the members of Council, the Board of Commissioners, and the Heads of Departments to inform, without delay, this Committee, whether they have any amendments or changes to the law they desire to submit at the next session of Legislature and furthermore, to state that this Committee would be pleased to consider any amendment to the law which might be suggested by the citizens or by associations of this City.

20.—At the suggestion of Ald. Dandurand, it was Resolved: That the City Attorneys be requested to prepare an amendment to the law prohibiting the opening of more than one electoral committee in the City of Montreal by any candidate for the office of Mayor or Commissioners.

21.—The Secretary submitted a draft of amendments to the Rules of Council and he was instructed to have a certain number of copies thereof printed so that the members may consider the same.

Adjourned.

JULES CREPEAU,  
Asst. City Clerk.

\* \* \*

### CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 23rd October.

His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, Leclair, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marcell, Bastien, Emard, Larivière, Lussier, Drummond, Morin, McMahan, Lavallée and Messrs. Ainey, Dupuis, Lachapelle and Wanklyn, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

With the unanimous consent of the Council, the following matters of routine were transacted.

#### RECEIVING PETITIONS.

1.—From the Stuart Co., for leave to erect a steam boiler; Mr. Z. O. Limoges, for leave to erect an electric motor; Frisco Soda Water Co., for leave to erect a stable.

2.—From "La Ligue de Hockey de la Cité" and the Montreal City Hockey League to be incorporated.

3.—From Department of Railways and Canals offering to cede Oak Street to the City.

4.—From Mr. Abel Guibeau, complaining of certain police officer.

Referred to the Board of Commissioners.

5.—From Royal Architectural Institute of Canada, thanking Council for courtesies extended.

Referred to the Special Committee on Receptions.

6.—From retail merchants, protesting against proposed amendment to early closing by-law, whereby stores would be closed on Tuesday evenings.

Referred to the Legislation Committee.

7.—From the President of "L'École Technique de Montréal" inviting the Council to visit said school on Wednesday, 25th instant.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That said invitation be accepted with thanks.

8.—From Mr. A. Chaussé, complaining that the pavement in Mount-Royal Avenue has not been made.

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. TETREAU, it was

prendre tous les moyens nécessaires pour l'exécution immédiate du contrat de pavage de l'avenue Mont-Royal, entre la rue Iberville et l'avenue Papineau.

## RAPPORTS.

9.—Du Bureau des Commissaires, demandant que soit construit un égout dans l'avenue Evans.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. MARCIL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

10.—Du Bureau des Commissaires au sujet du projet de fusion des Compagnies de tramways.

M. l'Ech. GAUVIN, appuyé par M. l'Ech. LAMOUREUX,

Propose: Que ledit rapport soit reçu et adopté et que, en conséquence, le Bureau des Commissaires soit prié de représenter la Ville devant la Commission des Utilités Publiques, lorsque la question de la fusion des Compagnies de Tramways sera discutée, et de se faire assister par les Avocats de la Cité et par tout expert que ledit Bureau croira devoir engager.

Et, un débat s'engageant,

M. l'Ech. TURCOT, appuyé par M. l'Ech. MAYRAND, propose en

Amendement: Que ce rapport soit retourné aux Commissaires et qu'instructions leur soient données de s'opposer à toute fusion pour ne travailler qu'à la municipalisation de la Cité des chars urbains.

Et, un nouveau débat s'engageant,

M. l'Ech. DANDURAND, appuyé par M. l'Ech. LAVALLEE, propose en

Sous-Amendement: Que ledit rapport soit reçu et adopté et que le Bureau des Commissaires et la Commission de Législation soient priés de représenter la Ville devant la Commission des Utilités Publiques, lorsque la question maintenant devant le Conseil y sera discutée, d'y protéger les intérêts de la Ville, de se faire assister par le département en Loi et par des experts, si le Bureau des Commissaires le croit nécessaire.

Ledit sous-amendement étant mis aux voix, il est adopté et il est

Résolu: En conséquence (M. l'Ech. Turcot dissident).

11.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de corriger une erreur qui s'est glissée dans un rapport "re" achat de terrain de M. Pierre Tétrault.

12.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à la Canadian Steel Foundries de poser un tuyau à l'eau et un égout sous la rue Notre-Dame, Quartier Longue-Pointe.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. LARIVIERE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

13.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter l'offre du C. P. R. de vendre certain terrain à la Ville "re" square Georges-Etienne Cartier.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. LETOURNEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

14.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de payer à M. F. C. Laberge, I. C., un compte de \$14,976.21.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Et, un débat s'engageant.

M. l'Ech. CARTER, appuyé par M. l'Ech. WARD, propose en

Amendement: Que ledit rapport reste sur le bureau jusqu'à ce que soient soumis au Conseil tous les comptes dudit M. Laberge, tel que pourvu dans une motion antérieure, faite par M. l'Ech. Morin, demandant qu'un état détaillé soit soumis au Conseil.

Et, un nouveau débat s'engageant,

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Ward, Carter, Lamoureux.—3

Contre: L. A. Lapointe, Leclaire, Robinson, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Garceau, Monahan, Mayrand, Turcot, Bastien, Emard, Lussier, Drummond, Morin, McMahon Lavallée.—19.

Ledit amendement est ainsi négatif.

Resolved: That the Board of Commissioners adopt the necessary measures in order that the contract for the paving of Mount-Royal Avenue, between Iberville Street and Papineau Avenue, be carried out immediately.

## REPORTS.

9.—From Board of Commissioners, to award contract for the construction of a sewer in Evans Avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MARCIL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

10.—From Board of Commissioners, a proposed amalgamation of Montreal Street Ry. Co.

Ald. GAUVIN moved, seconded by Ald. LAMOUREUX, That said report be received and adopted, and that the Board of Commissioners be accordingly requested to represent the City, before the Public Utilities Commission when the question of the amalgamation of the street railway Companies shall be discussed, and that they be assisted by the Law Department and by any experts that said Board may deem necessary to employ.

And, a debate arising,

Moved in amendment, by Ald. TURCOT, seconded by Ald. MAYRAND,

That said report be referred back to the Board of Commissioners and that instructions be given to said Board to oppose any amalgamation between said companies and to only urge the municipalization of the Street Railway Company.

And, a further debate arising,

Moved in sub-amendment, by Ald. DANDURAND, seconded by Ald. LAVALLEE,

That said report be received and adopted and that the Board of Commissioners and the Legislation Committee be requested to represent the City before the Public Utilities Commission, when the question now before the Council shall be considered by said Commission, to protect the City's interests and to secure the assistance of the Law Department and of experts, if the Board of Commissioners deem it necessary.

Said sub-amendment being put, it was carried and

Resolved: Accordingly (Ald. Turcot dissenting).

11.—From Board of Commissioners, to correct error in previous report "re" purchase of land from Mr. Pierre Tétrault.

12.—From Board of Commissioners, to allow the Canadian Steel Foundries to lay water pipe and sewer under Notre-Dame St., Longue-Pointe Ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

13.—From Board of Commissioners, to accept offer of Canadian Pacific Ry. Co., to sell a certain piece of land to the City "re" Geo. Etienne Cartier Square.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

14.—From Board of Commissioners, to pay an account of \$14,976.21 to Mr. F. C. Laberge, C. E.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. ROBINSON,

That said report be received and adopted.

And a debate arising,

Moved in amendment, by Ald. CARTER, seconded by Ald. WARD,

That said report remain on the table until such time as all accounts against the City are supplied by the said Mr. Laberge to the Council, as provided for in a previous motion made by Ald. Morin to the effect that a statement in detail be submitted to the Council.

And, a further debate arising,

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas:—Ward, Carter, Lamoureux.—3.

Nays: L. A. Lapointe, Leclaire, Robinson, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Garceau, Monahan, Mayrand, Turcot, Bastien, Emard, Lussier, Drummond, Morin, McMahon, Lavallée.—19.

So it passed in the negative.

La proposition principale étant mise aux voix, elle est adoptée sur la même division renversée des voix, et il

Résolu: En conséquence.

15.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter une somme de \$5,000 pour la construction de trottoirs en bois.

16.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'autoriser la vente à l'enchère de vieux matériaux de construction.

17.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'autoriser le Contrôleur de se conformer au jugement rendu "re" Canada Industrial Ltd.

18.—Du Bureau des Commissaires, recommandant l'émission des billets de renouvellement qui doivent être envoyés à Londres.

19.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à MM. A. Prémont & Cie de maintenir en place une marquise.

20.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à la Yorkshire Insurance Co. de maintenir en place deux marquises.

21.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à MM. J. H. Bluemental's Sons Ltd., de construire une marquise.

22.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à la City Realty Investing Co. de maintenir en place une marquise.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. ROBINSON, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés

23.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter une somme de \$50 pour l'achat de deux écussons Nelson.

24.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à MM. H. Birks & Sons, Ltd., de construire des voutes.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée appuyée par M. l'Ech. Boyd, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

25.—Du Bureau des Commissaires, pour construire un égout dans la rue du Havre.

26.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. J. A. Perras, de construire une marquise.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. ROUX, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

27.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de construire un égout dans l'Avenue Oxford.

28.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de construire un égout dans l'Avenue des Pins.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. LUSSIER, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

29.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de construire un égout dans la rue Berri.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. TETREAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

30.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de construire un égout dans la rue Valois.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. GARCEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

31.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de construire un égout dans le Chemin de la Côte des Neiges.

32.—Du Bureau des Commissaires, pour protester la Saraguay Electric Co.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. PRUD'HOMME, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

33.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question au sujet de l'approvisionnement de l'eau du quartier Rosemont.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et qu'une copie en soit transmise à M. l'Ech. Drummond.

34.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Canadian Northern Quebec Ry Co., de construire une voie d'évitement sur la rue Prince Albert.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. Gauvin, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

The main motion being put, it was carried, on the same division reversed, and it was

Resolved: Accordingly.

15.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$5,000 for the construction of wooden sidewalks.

16.—From Board of Commissioners, to authorize the sale of old material by auction.

17.—From Board of Commissioners, to authorize the Comptroller to dispose of the judgment "in re" Canada Industrial Ltd.

18.—From Board of Commissioners, recommending the issuing of renewal bills to be sent to London.

19.—From Board of Commissioners, to allow Messrs. A. Prémont & Co., to maintain a marquise.

20.—From Board of Commissioners, to allow the Yorkshire Insurance Co. to maintain two marquises.

21.—From Board of Commissioners, to allow Messrs. J. H. Bluemental's Sons Ltd., to erect a marquise.

22.—From Board of Commissioners, to allow the City Realty Investing Co. to maintain a marquise.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

23.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$50 for the purchase of two Nelson Shields.

24.—From Board of Commissioners, to allow Messrs. H. Birks & Sons, Ltd, to construct vaults.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

25.—From Board of Commissioners, to construct a sewer in Harbour Street.

26.—From Board of Commissioners, to allow Mr. J. A. Perras to construct a marquise.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROUX, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

27.—From Board of Commissioners, to construct a sewer in Oxford Avenue.

28.—From Board of Commissioners, to construct a sewer in Pine avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LUSSIER, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

29.—From Board of Commissioners, to construct a sewer in Berri Street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

30.—From Board of Commissioners, to construct a sewer in Valois Street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GARCEAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

31.—From Board of Commissioners, to construct a sewer in Côte-des-Neiges Road.

32.—From Board of Commissioners, to protest the Saraguay Electric Co.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PRUD'HOMME, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

33.—From Board of Commissioners, replying to a question "re" supply of water to Rosemont Ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said report be received and that a copy thereof be transmitted to Ald. Drummond.

34.—From Board of Commissioners, to allow the Canadian Northern Quebec Railway Co. to lay a siding on Prince Albert Street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GAUVIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

QUESTIONS PUT BY MEMBERS.

35.—The following questions were put to the Board of Commissioners with a request that they reply thereto for the next meeting of the Council, by

## INTERPELLATIONS.

35.—Les questions suivantes sont posées au Bureau des Commissaires avec prière d'y répondre pour la prochaine assemblée du Conseil, par

(a) M. l'Ech. Clément, "re" crédit pour le nettoyage des rues,

(b) M. l'Ech. Garceau, au sujet du retard apporté à la construction du tunnel de la rue Ontario,

(c) M. l'Ech. Garceau, au sujet de la fermeture de certaines rues dans le quartier Hochelaga, demandée par la Canadian Northern Quebec Ry Co.,

(d) M. l'Ech. Garceau, au sujet de la construction de certain édifice sur la rue Robillard par la Compagnie de chemin de fer Canadian Northern.

## MOTIONS.

36.—Sur proposition de M. l'Ech. Dandurand, appuyée par M. l'Ech. WARD, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'étudier l'opportunité de suspendre les procédures actuellement en cours pour faire effacer la ligne homologuée de la ruelle St. Michel, entre les rues St. Jacques et Notre-Dame, quartier St. Joseph, et de faire rapport à ce sujet aussitôt que possible.

37.—Sur proposition de M. l'Ech. EMARD, appuyée par M. l'Ech. LAVALLEE, il est

Résolu: Que ledit rapport adopté à cette assemblée au sujet de la fusion des Compagnies de tramways, soit publié dans le prochain numéro de la Gazette Municipale.

38.—Sur proposition de M. l'Ech. MAYRAND, appuyée par M. l'Ech. TETREAU, il est

Résolu: Que les Commissaires soient priés de donner instruction aux Avocats de la Cité de s'adresser à la Commission des Chemins de Fer pour obtenir qu'il soit décrété que la Cité de Montréal, la Compagnie des Chars Urbains et la Compagnie du Pacifique Canadien devront construire dans tel délai que la Commission fixera—un tunnel ou un pont à la voie ferrée du C. P. R.—rue Papineau.

## ORDRE DU JOUR.

39.—Etant lu l'ordre du jour, pour prendre en considération les rapports du Bureau des Commissaires.

(a) Pour régler la réclamation de M. Jos. Bellazi,

(b) Pour régler la réclamation de M. F. Chartrand,

(c) Pour régler la réclamation de M. J. Dugas.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE appuyée par M. l'Ech. BRODEUR, il est

Résolu: Que le Département en Loi soit prié de remettre au Conseil, pour sa prochaine assemblée, le rapport qu'ils ont été priés de préparer à ce sujet à la dernière assemblée du Conseil.

40.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'Ech. Tétreau, demandant qu'il y ait un referendum relativement au cens d'éligibilité,

M. l'Ech. TETREAU, appuyé par M. l'Ech. MAYRAND,

Propose: Que la question d'abolir la qualification foncière actuellement exigée de ceux qui veulent occuper les charges de maire et d'échevin de Montréal, Art. 25 et 29—soit—lors des prochaines élections générales municipales, soumise aux électeurs dont les noms se trouveront sur les listes électorales alors en vigueur—conformément à l'article 310 de notre charte, tel qu'amendé—à condition que les Commissaires de la Cité voudront bien recommander au Conseil de voter les argents nécessaires à cette fin.

Et, un débat s'engageant,

M. l'Ech. BRODEUR, appuyé par M. l'Ech. BOYD, propose en

Amendement: Que ledit avis de motion soit renvoyé à la Commission de Législation.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Ward, Boyd, Brodeur, Monahan, Morin, McMahon. 6

Contre: L. A. Lapointe, Leclaire, Robinson, Dandurand, Gauvin, Garceau, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot, Bastien, Emard, Drummond, Lavallée.—14.

Ledit amendement est ainsi rejeté.

(a) Ald. Clément, "re" appropriation for street cleaning,

(b) Ald. Garceau, "re" delay anent Ontario Street tunnel,

(c) Ald. Garceau, "re" closing of certain streets in Hochalaga Ward by the Canadian Northern Quebec Ry. Co.

(d) Ald. Garceau, "re" erection of a certain building on Robillard Street, by the Canadian Northern Quebec Ry. Co.

## MOTIONS.

36.—On motion of Ald. DANDURAND, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to consider the advisability of suspending the proceedings for the erasure of the homologated lines of St. Michael's Lane, between St. James and Notre-Dame streets, St. Joseph Ward, and to report in connection therewith as soon as possible.

37.—On motion of Ald. EMARD, seconded by Ald. LAVALLEE, it was

Resolved: That the report anent the amalgamation of the Street Railway Companies, presented at a previous stage of the meeting, be published in the next issue of the "Municipal Gazette."

38.—On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved:—That the Board of Commissioners be requested to give instructions to the Law Department to apply to the Railway Commission in order to obtain the construction, jointly by the City of Montreal, the Montreal Street Ry. Co. and the Canadian Pacific Ry. Co., within a delay to be fixed by said Commission, of a tunnel or bridge to the Canadian Pacific Ry. Co.'s track on Papineau Avenue.

## ORDER OF THE DAY.

39.—The order of the day being read to consider reports from the Board of Commissioners,

(a) To settle the claim of Mr. Joseph Bellazi,

(b) To settle the claim of Mr. F. Chartrand,

(c) To settle the claim of Mr. J. Dugas,

On motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That the Law Department be requested to transmit to Council for its next meeting the report which they were requested to prepare in this connection at the last meeting of the Council.

40.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Tétreau for a referendum on property qualification,

Ald. TETREAU moved, seconded by Ald. MAYRAND,

That the question of abolishing the property qualification now required from candidates for the offices of Mayor and Aldermen of Montreal, (Art. 25 and 29 of the Charter) be submitted, at the next general municipal elections, to the electors whose names shall appear on the voters' list then in force, in accordance with article 10 of the Charter, as amended, conditionally, however, that the Commissioners of the City shall recommend to Council to vote the funds required for such purpose.

And, a debate arising,

Moved in amendment by Ald. BRODEUR, seconded by Ald. BOYD,

That said notice of motion be referred to the Legislation Committee.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Ward, Boyd, Brodeur, Monahan, Morin, McMahon. 6  
Nays: L. A. Lapointe, Leclaire, Robinson, Dandurand, Gauvin, Garceau, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot, Bastien, Emard, Drummond, Lavallée.—14.

So it passed in the negative.

The main motion being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, Leclaire, Dandurand, Gauvin, Brodeur, Garceau, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot, Bastien, Emard, Lussier, Drummond, Lavallée.—15.

Nays: Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Morin, McMahon.—6.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

La proposition principale étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, Leclaire, Dandurand, Gauvin, Brodeur, Garceau, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot, Bastien, Emard, Lussier, Drummond, Lavallée.—15.

Contre: Ward, Robinson, Boyd, Monahan, Morin, McMahon.—6.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est Résolu: En conséquence.

41.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion par M. l'Ech. Boyd de réserver certaines rues pour des résidences.

Sur proposition de M. l'Ech. BOYD, appuyée par M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que le Greffier soit prié de préparer un règlement en conséquence, de le faire imprimer et de l'inscrire sur l'ordre du jour.

Sur proposition de M. l'Ech. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'Ech. MONAHAN, le Conseil s'ajourne.

RENE BAUSET,

Sous-Greffier de la Cité.

L. O. DAVID.

Greffier de la Cité.



## CITE DE MONTREAL

### Soumissions pour Egouts.

DES SOUMISSIONS cachetées adressées au Bureau des Commissaires seront reçues à leur bureau, à l'Hôtel de Ville, jusqu'à midi, le 3 novembre 1911, pour la construction d'égouts dans les rues ci-dessous mentionnées, suivant les profils et devis que l'on peut voir au Bureau du Surintendant des égouts, à savoir:

Le débouché en acier dans la Rivière des Prairies, servant à égoutter le quartier St. Denis.

L'avenue Monkland, entre les avenues Harvard et Old Orchard.

Les soumissions seront ouvertes par les Commissaires en présence des intéressés, à leur assemblée régulière, dans leur salle de réunion, à midi, vendredi, le 3 novembre 1911,

La plus basse ou aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Toutes informations requises seront données au Bureau du Surintendant des égouts.

Le tout suivant le règlement No 298.

Par ordre du Bureau,

L.-N. SENECAI,

Secrétaire.

Bureau des Commissaires,  
Hôtel de Ville,  
Montréal, 24 octobre 1911.

\* \* \*

41.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Boyd to reserve certain streets for residential purposes,

On motion of Ald. BOYD, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to prepare a by-law accordingly, to have the same printed and to give the same its rank on the order of the day.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MONAHAN,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,

Asst. City Clerk.



## CITY OF MONTREAL

### Tenders for Sewers.

SEALED TENDERS addressed to the Board of Commissioners, will be received at their office, City Hall, until noon, Friday, November 3rd, 1911, for the construction of sewers in the undermentioned streets, according to the sections and specifications on view in the office of the Superintendent of sewers, viz:

St. Denis ward, main sewer steel outlet into Back River. Monkland avenue, between Old Orchard and Harvard avenues.

The tenders will be opened by the Commissioners, in the presence of the interested parties, in their Board room, at twelve o'clock, noon, Friday, November 3rd, 1911.

The lowest or any tender will not be necessarily be accepted.

All information required will be given at the Office of the Superintendent of Sewers.

The whole in accordance with By-law No. 298.

By order of the Board,

L. N. SENECAI,  
Secretary.

Commissioners' Office,  
City Hall,  
Montreal, October 24th, 1911.

\* \* \*



MUTATIONS DE PROPRIETES. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER—(Suite—Continued)

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number	Date de l'enregist Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genre.—a.—Descrip	Prix Price.
Long Pointe Ahuatsic	198054 198061	30 sept 1911	20 sept 1911	H Vinet The Greater Montreal Land & Inv Co Ltd.	A Leduc J Lamoureux	408-96 268-263	2250 8625	127 et 129 Contreccœur	B L	\$ 1800 340
Delorimier	198062	do	11 août "	E Pinsonneault	A N Allaire	11-70	3700	Parthenais	L L	700
Emard	198065	do	6 sept "	C O Clark	G H Marshall	3680	9000	Hamilton	L L	350
Long Pointe St Denis	198069 198070	do	26 do	P Tétréault	B Voyer	399-571	4500	Sherbrooke	L	520
St Henri	198074	do	28 do	The Crystal Spring Land Coy Ltd.	E Trudeau	2643-1213	1600	Hotel-de-Ville	L	30
Hochelaga	198075	do	12 do	The St Henry Land Co.	A Ahern	1704-104	2500	Poplar ave.	L	625
DeLorimier	198076	do	15 do	N Trudeau	Lands Ltd.	148-1167	5760	1583 à 1593 Ontario Est	B	8000
St Denis	198080	do	do	do	Lands Ltd	7-3	2784	1294 et 1216 Mont Royal	B	9500
DeLorimier	198084	2 oct. 1911	10 sept "	The Sun Life Ass Coy of Canada	V. Mandeville	490-146	1750	St André	L	152
St Denis	198089	do	29 do	The Ideal Savings Loan & Land Coy.	Emile Gillain	161-1146	1825	Chabot	L	425
DeLorimier	198095	do	29 sept "	S D Valières	H Chartrand et al.	339-774	3099	Marquette	L	900
Long Pointe	198096	do	28 do	Succ M Stewart	J B Viens	11-15	2500	Rachel	L	750
do	198097	do	19 do	W Lyall & al.	The Montreal City Land Co Ltd.	P S E 326	16350	Fleuve St Laurent	L & consid	1
do	198098	do	28 do	T O Lyall & al.	do	P S O 326	16350	do	L	1
N D de G	198100	do	19 do	P Lyall & al.	do	P 326	16300	do	L	1
Ste Marie	198103	do	28 do	A Bosmans	A J Delmoth	179-384	2250	Plateau	L	& consid 1025
N D de G	198106	do	23 do	The Rosemont Land & Import Coy.	J Nourie	172-1531	3053	414 1e Avenue	B	250
Long Pointe	198108	do	20 do	Dame W M McL Walbank	A E Décarie	189-251	4018	Cote St Antoine Road	L	2410 80
Laurier	198108	do	23 do	O Dufresne	The Can Pac Ry Co	P 394	24120	Souigny	L	5068 20
Duvernay	198110	do	25 do	H Paiement & Cie & al.	Z Aubertin	12-14-19, etc	11050	Hutchison	L	13000
Ste Marie	198112	do	30 do	J David	F David	7-81 & 82	4000	116&118 Breboeuf	B	4000
DeLorimier	198114	do	do	A Desjardins	O L Baillargeon	172-665	1950	7me Avenue	B	500
St Jean Bte	198117	do	28 do	H Grenon	H A Demers	12-244	3525	1348a à 1354 Parthenais	B	8500
do	198119	do	30 do	A Simmovitch	P Simmovitch & al.	3 258	2100	624 à 628 Colonial	L	32 à 36 Marie Anne
N D de G	198120	do	29 do	M Raymond	E Laframboise	179-241	5500	Plateau	B	3366 66
Hochelaga	198122	do	28 do	P Dufour	L Rivet	23-424	2530	2039 à 2043 St Catherine E	B	1215 6800
St Denis	198123	do	29 do	A Lamontagne	N Lavoie	325-272	2068	1385 et 1387 St André	B	3000
do	198128	do	21 do	Amherst Park Land Coy	S Parker	5-35	2625	1225 Dufferin	B	345
St Jean Bte	198129	do	2 oct "	S Durand	J Gillitz	15-1289	1280	963 Hotel-de- Ville	B	1300
Duvernay	198130	do	do	Dame D Duval	J G G Dufresne	1-16	2275	31 et 33 Lasalle	B	3500
N D de G	198131	do	do	Geo Marcil	J J Massé	152-5	4680	Montclair	L	528 75
St Denis	198132	do	6 sept "	J J Massé	R Brodeur	152-5	4680	do	L	1310 40
St Jean Bte	198134	do	15 do	A C Lacroix	Dme J B Deslauriers	1 N 8-690	2625	Labelle	L	3500
Emard	198135	do	29 do	J E P Bertrand	R A Brassard	15-587 etc, etc	10800	2094 à 2091 St Denis	B	35000
Laurier	198136	do	31 do	La Cie des Terr sub de Montreal	Benj Héleau	4669-51	4240	240 Rue Eadie	B	1200
do	198139	do	7 do	E Charbonneau	W Drouin	11-496	3608	618 à 626 Clark	B	11000
St Denis	198140	do	2 oct "	L Beaulieu	J O Riopel	10-1380	1900	Casgrain	L	275
do	198141	do	28 sept "	Dame R Kent	A L Poissant	325-37	2088	90 et 92 Bienville	B	4925
do	198144	do	26 do	La Cie des Terres du Parc Amherst	Ed Lachance	6-60	3125	Christ. Colomb	L	690
St Henri	198155	do	14 do	A Handfield	L P Forest	339-663, etc	5200	881 Mont Royal	B	31500
St Denis	198158	do	27 do	La Succ Ed MacKay	L N Noiseux	P N O 1484	3465	St Philippe	L	2149 35
do	198159	do	2 oct "	B Boyer	J Hébert	3 S E 8-761	2528	2094 à 2091 Labelle	B	3400
Hochelaga	198161	do	do	T P Crowe	H Soulière	148-2175	2062	415 Bercy	B	354 92
St Denis	198162	do	28 sept "	La Cie des Terres du Parc Amherst	J E Bourget	198-162	2850	1999 Boyer	B	250
do	198163	do	do	do	J B O Lajeunesse	488-816, etc	4640	21 33 à 2039 Dufferin	B	481 25
Hochelaga	198173	do	do	do	do	do	do	do	do	do
N D de G	198175	do	20 do	The Montreal Land & Import Coy	C Touchette	22-38	2665	159 Valois	B	585 86
do	198177	do	2 do	Delle F E Merser	C C Cottrell	179-206	4500	Highland	L	1
Rosemont	198179	do	do	do	Delle H Moreau	192-1053	4100	Letourneau	L	& Consid 208
Laurier	198180	do	29 do	do	L Morency	192-1124	2050	Lasalle	L	104
St Marie	198181	do	5 do	do	D Raymond	11-179 & 180	4700	St Urbain	L	6580
St Denis	198184	do	29 do	E Desmarais	J Allard	173-268	2500	Chapleau	L	600
Laurier	198189	do	31 do	Succ D C Sheppard	Eug Archambault	5-489, etc	5700	1871 à 1875 Royer	B	3500
Hochelaga	198196	do	29 do	W Mailé	Dame P Letendre	12-27	3000	1567 à 1571 Boyer	B	13750
Duvernay	198197	do	29 do	T E Riopelle	Dame N Sperber	1 S O 80-1	2425	1631 Notre Dame	B	5000
N D de G	198201	do	do	J Patenaude	E Lefebvre	1-340	3068	181 Marquette	B	1800
St Denis	198204	do	do	J Brousseau	H Sicotte	179-409	4320	Plateau	L	2592
do	198205	do	19 sept "	Dame J M Guindon	E Ladouceur	7-734	2419	2931 et 2983 St Hubert	L	541
Laurier	198214	4 do	30 do	J Demers	Dame L P Richer	12-12-5	5500	Parc	L	6050

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Oct.*

HOHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript.	Prix Price.
S Cunégonde	198215	4 oct 1911	3 sept 1911	The Montreal Loan & Mortgage Coy	J Moreau	P 506, etc.	3520	St Antoine	L	2808 31
St Gabriel	198219	do	3 oct	Dame C Lussier	L A Plante	3335-4	1500	429 et 431 Charlevoix	B	6300
DeLorimier	198220	do	29 sept	J B P Raby	H Prud'homme	162-36	2880	1081 à 1087 Bordeaux	B	7500
St Paul	198222	do	27 do	J Gravel Sr.	J Gravel Jr.	346-7-133	9265	126 à 130 Dufferin	B	3500
do	198223	do	25 nov 1910	L Caouette	W Pepin	3982-7	2113	41 et 43 Rielle	B	2000
N D de G	198225	do	3 oct 1911	D Leclair	J Copping	189-93	3300	Vendome	L	1900
Duvernay	198227	do	2 do	F David	J David	7-81 & 82	4000	116 et 118 Brebeuf	B	4000
Laurier	198228	do	28 sept	D Raymond	M Geffin	11-147 & 148	6000	42 à 48a Laurier	B	18000
do	198229	do	do	C L Fortier	D Raymond	11-147 & 148	6000	do	B	2400
St Denis	198230	do	2 oct	J Lagacé	J M Guindon	490-508 à 517	17500	Boyer	L	5800
Laurier	198231	do	3 do	S Peters	M Power	12-2-57	1760	1816 Parc Ave	B	3400
St Denis	198244	do	do	O Gauthier	J David	328-550	2600	202 à 206 Chris Colomb	B	2000
Emard	198245	do	31 août	Benj Héleau	A Ouimet	4669-56	4240	140 Eadie	B	1000
St Denis	198247	do	29 sept	F Tessier	F P Giroux	488-774	2375	1882 et 1885 Dufferin	B	5500
Hochelaga	198249	do	do	M B Mitchell & al	Z Gauthier	50-390	2430	418 et 420 St Germain	B	1
Longue Pt	198250	do	29 do	Pierre Bilaudeau	J A Guimond & al	407-1466	23467	Mont Royal	L	& Consid
do	193251	do	30 do	do	Lands Limited	407-4, etc.			L	& Consid
Bordeaux	198254	do	3 oct	Dame A J B Brunet	A Duquette	642-5, etc.	6000	Alexandra	L	3000
Laurier	198255	do	do	A Duquette	Dame J B Brunet	10-680 A	1900	433 et 435 Casgrain	B	3200
do	193256	do	25 août	P Wilson	W J Brown	1 N 11-44	2200	438a Clarke	B	225
Bordeaux	198257	do	29 do	A B Allen	M M Yale	301-208	5993	Bois de Boulogne	L	218
St Denis	193260	do	13 do	Amherst Park Land Coy	D Simpson	5-591	1819	Sherbrooke	L	30
do	198263	do	20 sept	The Crystal spring Land Coy Ltd	A Marchand	2643-2540	2200	Alice	L	250
do	198265	do	do	do	J Mercier	2586	2145	Barri	L	650
Laurier	198267	do	12 do	D Deguire	Dame E A Pigeon	12-17-34-1	4420	2533 et 2535 Hutchison	L	1550
St Denis	198270	do	3 oct	Ang Jodoin	H Brisebois	324-5	1680	107a Pontiac	B	2300
St Jean Bte	198271	do	2 do	W Colletterie & al	J Boucher	P N O 15-281	1540	1136 et 1138 Berri	B	800
DeLorimier	198272	do	3 do	J M Guindon	R Emard	9-186-1, etc.	1950	Fullum	L	& Consid
Duvernay	198275	do	2 do	A Lefebvre	Ed Lefebvre	1-327			L	550
St Denis	198276	do	3 do	A Allman	B Boyer	1 S E 8-767	2520	Labelle	L	200
Rosemont	198279	do	do	Daoust Realty Ltd	Z Turpin	192-1444	4374	Belanger	L	364
do	198281	do	do	do	J Lalime	192-1190	5432	St Zotique	L	156
do	198282	do	do	do	A Mazurette	192-1107	2324	do	L	4500
N D de G	198284	do	2 do	Dame U Decarie	W J Aodje	186-275	2185	Vendome	B	7500
St Denis	193286	do	30 sept	J Keegan	J Finestone	P 163 A	2185	1275 St Denis	L	425
N D de G	198290	do	20 do	R Dandurand	H Lamarche	179-25	2375	Highland	L	2560
Ahuntsic	198291	do	29 do	The Greater Montreal Land & Inv Co Ltd	A Desroches	269-379	18645	44me Ave	L	5550
Delorimier	198292	do	20 do	O Normandin	The Protestant Board School Com of Mntl	153-370	20732	Simard	B	1000
St Denis	198294	do	27 do	E Bélanger	A Paquette	7-825	2725	2824 St Hubert	B	900
do	198295	do	do	A Paquette	Dme E Bélanger	7-828	2725	do	B	350
do	198298	do	9 août	E Corbett	Dame M Goldstein	211-150	2280	Papineau	B	13000
Laurier	198301	do	4 oct	J B Dupré	Noe Cloutier	11-1487, etc			L	16000
do	198302	do	do	L A Amiot	I Lande	11-174	4113	97 à 109 Laurier	B	1300
St Henri	193305	do	5 do	Succ G W Stevens	Geo Bergevin	34-13-166	1840	453 et 455 St Ambroise	B	for lot
Laurier	198316	do	28 sept	A Lamontagne	J A Ogleman	1 N 12-22-4	2325	2673 et 2675 Mance	B	5800
St Denis	198329	do	6 do	J Rivard	E St Onge	1 S E 331-197	1838-6	600 Lasalle	B	900
Laurier	198330	do	25 août	The Montreal Inv & Freeh Co	D Labelle	1 N 12-22-7	2625	Mance	L	161 92
do	198331	do	3 oct	D Labelle	E Ladoncur	1 N 12-22-7	2625	do	B	& Consid
St Denis	198335	do	20 sept	H Tabachnick	M Segal	1 Ind 5-513	2850	1907 Boyer	B	650
Delorimier	198339	do	23 do	Dame J Levert	E D Berthelet	161-163, etc	4770	173 à 189 St Jerome	B	& Consid
do	198340	do	2 oct	O Normandin & al	J B Seguin	153-178	1610	Simard	L	400
Longue Pt	198347	do	23 sept	G Vinet	The Can Pac Ry Coy	P 3190	15230	Dubuisson	L	8022
do	198349	do	do	G Hogg	do	P 38, etc.	30000	Vinet	L	12500
Emard	198350	do	do	The St Paul Land Coy Ltd	R Warner	3608-194	2200	Lamont	L	135
Laurier	198351	do	3 do	J B Dupré & al	I J Feldman	11-1179	4958	88 à 98 St Louis	L	15000
St Henri	198357	do	2 do	C A Larivière	J B Caron	P N O 1311	2940	137 et 207a Laporte	B	9800
Laurier	198364	do	do	J B Martineau	T H Ouellette	1 N O 11-930	2258	Esplanade	B	5500

a { B—Bâtisse ; Building.  
L—Lot ; terrain vague

MUTATIONS DE PROPRIETES. Suite.—TRANSFERS OF PROPERTIES. Cont.

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER—(Suite—Continued)

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral Number	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre—e—Descript.	Prix. Price.
Laurier...	198367	6 oct 1911	24 août 1911	R Racette.	F X Daoust.	182	2994	1249 à 1255 Sanguine t.	B	5600
Long Pointe	198368	do	9 do	P Bilaudeau.	J Brouillet.	407-1132	6225	St Georges.	L	494
do	198369	do	9 do	do	D Brouillet.	407-1193	1500	Vinet.	L	156
Delorimier..	198373	do	30 sept	Dam E Lortie.	L Provost.	7-28 & 29.	3488	1360 à 1370a Chapleau.	L	6550
Ahuntsic...	198379	do	4 oct	J Racette.	W Mayer.	228-562, etc.	15000	St Charles et Peloquin	L	1600
Rosemont...	198389	do	do	Daoust Realty Coy.	I Nantel.	192-1154, etc.	10250	Letourneux.	L	520
do	198390	do	do	do	C Lapierre.	162-120-2	2050	do	L	130
do	198391	do	do	do	B Bougie.	192-1325	2050	Milton.	L	104
Laurier.....	198394	do	do	L Deguire & al.	Dma E Jobin.	15-103	5316	Mance.	L	2413 58
do	198397	do	3 do	A Poissant.	J M Edson.	12-52.	3000	1771 à 1725 Parc.	B	10500
St Paul.....	198399	do	7 sept	H Gagné.	A Pélair.	3986-3, etc.	2002	91 et 43 Rielle.	B	2600
Emard.....	198400	do	4 oct	The Greater Montreal	W S Whiteford.	4669-294.	2002	1e Avenue.	L	500
Delorimier..	198410	do	28 fév	J A Bonin.	C Robitaille & al.	153-2f5, etc.	3504	1260 à 1266 Chabot.	B	6000
St Henri...	198411	do	28 juin	L Dionne et al.	J Belletête	Ind 1704-294.	2500	88 et 90 Palm.	B	775
do	198412	do	5 oct	R H Poirier.	Dme J E Marcell.	1636.	3490	2559 et 2161 St James.	B	7500
St Gabriel..	198424	do	3 août	E Trépanier.	J B Dupré.	PSO 3334-1, etc.	3000	1194 et 1196 St Ant.	B	10500
N D de G....	198429	do	5 do	Dame M Gunson.	L Rhéaume.	180-201.	2675	Minto.	L	350
St Denis....	198431	do	21 sept	La Cie des Terres du	J. H. Homer.	482-180.	2375	1981 Boyer.	L	250
do	198432	do	25 do	Parc Amherst.	D Vincent.	179-21.	10000	Highland.	L	500
N D de G....	198435	do	30 do	Dme M Gunson.	Monklans Ltd.	151-30, etc.	7752	Boulevard Ave.	L	3850
Mont Royal.	198435	do	19 do	A Lemire.	A C Hutchison.	189-230.	307366	Vendome.	L	3488 40
N D de G....	198440	do	17 juil	A Blackwell.	The Sherwin Williams Co	of Canada Ltd..	1513-31.	St Charles.	B	1
St Gabriel..	198443	do	do	Sherwin Williams Co	Co of Canada Ltd..	1513-31.	307366	St Charles.	B	& Consid
Laurier.....	198446	do	4 oct	Dame F Jobin.	F J Stuart.	15-103	5316	Mance.	L	5316
do	198451	do	3 do	J E Prévost.	X Charbonneau.	12-12-1, etc.	5500	Parc Avenue.	L	8800
Delorimier..	198452	do	2 do	B Damiens.	Dme L Gagnon.	153-97	4000	1084 Simard.	B	9400
Duvernay...	198468	do	30 mai	J Bouchard.	A Troie.	8-132.	2300	27 & 29a Boyer.	B	1300
do	198468	do	do	do	do	8-132.	2300	do	B	1300
do	198469	do	6 oct	A Troie.	A Messier.	8-132	2300	do	B	& Consid
St Henri...	198470	do	3 do	A Campbell.	E Phénix.	1721-21.	3160	85 à 95 P Geo E Cartier	B	5400
Longue Pt..	198482	do	29 sept	Dme M Oharbonneau	Delle Lucie Fournier.	21-890.	2100	1e Avenue.	L	150
Duvernay...	198485	do	6 oct	G N Parent.	J C H Laflamme	7-22.	2000	57 & 59 Brebœuf	B	2300
St Gabriel..	198489	do	12 sept	Dme W J Neill.	H J Neill.	3369-196	2960	Oconnell Ave.	L	1
do	198495	do	do	Dme S Jarry.	J R Valiquette.	2630-303.	4300	Labelle.	L	& Consid
do	198496	do	3 oct	do	A Chartrand.	490-559.	2100	St Hubert.	L	900
do	198497	do	do	do	A Vézina.	2630-581.	2188	St Hubert.	L	250
Laurier.....	198503	do	24 août	L'Oeuvre et Fabrique	La Commission Sco-	10-1268, etc.	15 00	St Dominique.	L	3094 66
do	198503	do	do	de la Paroisse de St	la Croix.	10-1268, etc.	15 00	Huntley.	L	7000
St Denis....	198504	do	5 oct	Jean de la Croix.	J Hébert.	4 S 8-575.	2709	1e Avenue.	L	250
Ste Marie..	198507	do	20 do	H Bedard et al.	A Tremblay.	172-1569.	2500	1671 & 1673 St Jacques	B	8000
St Henri...	198511	do	4 do	The Rosemont Land	T Monette.	385-73.	10800	882 & 996 St Denis.	B	38000
Bordeaux...	198512	do	6 do	& Impt. Coy.	N Lande & al.	15-587, etc.	2154	3245 Parc Est.	L	900
St J Bte....	198514	do	23 sept	Dme G Panzé.	W C Rall.	638-282.	1940	1043 à 1047 St Urbain.	B	7500
do	198515	do	4 oct	A Brassard.	M Rittenberg & al.	434-32.	1952	Champlain.	L	180
St Denis....	198521	do	22 sept	W C Rall.	Ross Realty Co Ltd.	483-64.	4320	St Edouard.	B	260
Long Pointe	198530	do	19 juil	M Rittenberg & al.	A Desrochers.	399-1009.	2200	2313 & 2315 Esplanade	B	7200
Laurier.....	198531	do	29 sept	Ross Realty Co Ltd.	E Charland.	4 S E 11-804.	2500	St Denis.	L	500
St Denis....	198532	do	2 oct	L Tétrault.	A Paquin.	2643-1452.	1680	703 & 705 Clark.	B	1700
Laurier.....	198535	do	3 do	A Paquin.	C Allard.	P N O 11-292.	2062	224 Hogan.	B	235 07
Hochelaga	198538	do	21 do	Hector Thérien.	L Caron.	148-2195.	11300	1621 à 1625 Hu'chison.	B	125000
Laurier.....	198539	do	5 do	Succ H Hogan.	F L Coste.	12-1-11, etc.	4009	2694 & 2698 Waverley.	B	12000
do	198542	do	4 do	J Beaulac.	Victor Mongeau	11-846.	5200	116 & 116 Van Horne.	B	14000
Delorimier..	198543	do	3 do	N Boileau.	L Lamarre.	11-846.	4800	1159 & 1169 Delorimier	L	7200
Laurier.....	198544	do	30 sept	Dame L Charpentier.	Dme F Théoret.	127 & 128	4800	Boulyd St Joseph.	L	7200
do	198545	do	do	J Girard.	D J McLaren.	15-22, etc.	5200	1159 & 1169 Delorimier	B	14000
Delorimier..	198545	do	do	do	Z St Aubin.	15-24, etc.	4800	do	L	7200
Laurier.....	198548	do	3 oct	Dme L Charpentier.	Dme F Théoret.	127 & 128.	5200	1159 & 1169 Delorimier	B	14000
St Denis....	198551	do	6 do	Delle S Meilleur.	J H Olivier.	10-1730, etc.	3600	De Gaspé.	L	1000
do	198551	do	5 do	Dme O Denault & al.	C Dufresne.	329-179.	2000	313 & 315 Brebœuf	B	2500
Ahuntsic...	198552	do	6 do	Pierre Dupras.	P Simard.	489-126	2175	St Hubert.	L	250
Long Pointe	198554	do	27 sept	Dame J B Peloquin.	A Lamontagne.	240-30.	2375	Berri.	L	300
Rosemont...	198555	do	29 do	do	A Laboursodière.	340-160, etc.	7725	do	L	1100
Delorimier..	198557	do	25 do	The St Lawrence Con-	J A Desormeaux.	21-1788.	2100	1e Avenue.	L	65
do	198559	do	6 do	struction Co Ltd.	P R Hégon.	183-654.	2500	Desjardins.	L	312
Hochelaga	198572	do	30 sept	A Brien dit Desro-	C Brien dit Desrochers	4 S 153-191.	1760	11 & 1171 Simard.	B	2700
Laurier.....	198573	do	4 oct	chers.	F Morrisette.	148-2926.	3008	Sherbrooke.	L	900
St Marie...	198574	do	19 sept	A Tétrault.	E Plante.	11-837.	6600	2622 Waverley.	B	4000
Laurier.....	198575	do	5 do	L Kovahik.	Alf Desjardins.	172-665.	1950	7me Avenue.	L	500
do	198576	do	27 do	A Théref.	A Feldman.	11-1479.	2000	3165 St Laurent.	B	800
St Denis....	198580	do	7 do	A P Stuart.	A Feldman.	10-25, etc.	8250	2061 à 2071 St Laurent.	B	35000
Laurier.....	198599	do	6 do	I Levat & al.	M Usher.	10-25, etc.	2725	4 à 10 Maguire.	B	2200
do	198600	do	6 do	Dme L Vaillancourt.	A Vaillancourt.	7-325.	5950	2304 et 2306 St Hubert.	B	3100
Delorimier..	198601	do	4 do	A Demers.	J A Goyette.	12-17-14.	2625	Mance.	L	1500
Bordeaux...	198605	do	4 do	do	do	4 S F 12-19-15.	4770	do	L	13500
do	198606	do	6 do	E D Berthelet.	H Forget.	161-163, etc.	3750	173 & 189 St Jérôme.	L	275
Long Po nt	198607	do	25 do	J. M Beauchamp.	A Reault.	301-50.	7835	Bois de Boulogne.	L	400
St Denis....	198609	do	7 do	J A Hamelin.	D A Beaubien.	323-276	2100	2me Avenue.	L	340
Laurier.....	198610	do	7 oct	St Lawrence Cons-	L O Barry fils.	21-631.	4267	Duffarin.	L	700
St Denis....	198623	do	3 do	truction Co Ltd.	H Gohier & al.	488-797, etc.	2100	1185 & Clark.	B	3300
Bordeaux...	198628	do	5 do	A Christin.	R Sagnin.	N 11-1154.	2060	394 & 316.	L	3700
St Denis....	198629	do	19 do	Dme E Gadbois.	M Steinberg.	339-454.	64200	Valmont.	L	3700
do	198629	do	19 do	J Bernier.	P G Martineau.	323-231, etc.	10403	Grande Avenue.	L	3400
do	198629	do	19 do	G Ménard & al.	J A Bilodeau.	641-1-31, etc.	10403	St Hubert.	L	3400

PERMIS DE CONSTRUCTION.—BUILDING PERMITS.

Date.	No. du Permis. a	Endroit.—Location		Quartier.	Propriétaire.	Résidence	Classe.	Cont.	
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadast.
Oct. 6	3037 N.	1704	St Emilie.	1704	St Henri.	Melle R Bienvenu	2081 N Dame O	3ième classe	\$ 2000
Oct. 7	3038 R.	262	University	1814	St Georges.	S M Bayles	262 University	2ième classe	3500
do	3039 N.		St Urbain.	508	Laurier.	A Dubois	2260 Waverley	3ième classe	300
do	3040 N.		Christ. Colomb.	325	St Denis.	E Magnan	209 C Colomb.	do	150
do	3041 N.		de Lévis	159	Hochelaga	S Liepinaitis	450 de Lévis	do	150
do	3042 N.		do	159	do	do	do	do	1300
Oct. 9	3043 N.		Chabot	473	Delorimier	A Mongeau	1242 Bordeaux.	do	1300
do	3044 N.		do	273	do	do	do	do	2000
do	3045 N.		Alice	2643	St Denis.	Dame E Cabot	64 Mercier.	do	200
do	3046 N.	6-8	Marie Anne.	3912	Emard	C Brisebois	2 Marie Anne.	do	48000
do	3047 N.		Berri	177-185	Est	C. P. R	P1 Viger St.	2ième classe	75
do	3048 R.	35	Craig O	816	St Lawrence.	Rubenstein Bros.	41 Craig W	3ième classe	2000
do	3049 R.	116-118	Beaudry.	329	St Jacques.	Dame J Vézina.	122 Beaudry.	2ième classe	300
do	3050 N.		Eddy	269 & 268.	St Paul.	T Delcourt	13 Rose de Lima	3ième classe	1200
do	3051 R.	27	Aylwin.	29	Hochelaga	J Peoron	227 Aylwin.	do	
do	3052 N.		Coin St Catherine & Maisonneuve.	667-668	Papineau	J A E Gauvin.	Coin Ste Catherine & Maisonneuve.	1ière classe	10000
do	3053 N.		Labelle	1	St Denis.	E B Verbonnais	2081 Labelle.	3ième classe	2700
do	3054 N.		do	7	do	do	do	do	2750
do	3055 N.		Mitcheson	458	St Jean Bte.	M Levitt	133 Rachel.	do	3000
do	3056 N.	266	Highland.	200	N D de Grâce	P Forgeu	266 Highland	do	2800
do	3057 N.	73	Frontenac.	148	St Marie	P Del Sole.	730 Frontenac	do	3000
do	3 58 N.		St Hubert	6	St Denis	C A H Roy	744 Berri.	do	1750
do	3059 N.		St Urbain	11	Laurier	H Dagenais.	3 Beauchamp.	do	1750
do	3060 N.		do	11	do	do	do	do	1000
do	3061 R.		Bellefeld Place.	51	N D de Grâce	J Halls.	653 Bell field	do	3500
do	30 12 N.		Juvillier.	31	Hochelaga	A Sicard	135 Adam.	do	6000
Oct. 10	3063 N.		Notre Dame	1703	St Henri.	E Lamy	557 Ch LaSalle.	do	4000
do	3061 R.	1	Benoit.	442	St Lawrence.	Simpson & Pul.	10 Benoit	1ière classe	2000
do	3065 N.		Labelle	8	St Denis.	P Vermette.	1169 Huntley	3ième classe	200
do	3066 N.	162	Duluth E.	15	St Jean Bte.	I Lemieux	890 St Denis.	do	4000
do	3067 N.		St André	871	N Deslauriers.	N Deslauriers.	424 Sherbrooke	2ième classe	100
do	3068 N.	110	Madison.	162	St Jacques	A Hook	110 Madi-on.	3ième classe	4000
do	3069 N.		Fabre	339	N. de Grâce.	R Blanchet	284 Marquette.	do	25000
do	3070 N.	564	Pine	1755	St Denis.	A E Holt	148 Mansfield.	2ième classe	4000
do	3071 N.		Mance.	1221	St Georges	O Briere.	148 Mansfield.	3ième classe	600
do	3072 R.		St Elizabeth	275	Laurier	Durocher	123 St Maurice.	do	19
do	3073 R.	1414	St Dominique.	382	St Henri.	Dame J O St Laurent	300 Cadieux	do	100
do	3074 R.	662	St Dominique.	1203	St Jean Bte	S Richstone.	393 Sherbrooke.	do	
do	3075 R.	262	Davidson.	3912	Lafontaine	A Valiquette.	292 Davidson	do	2000
do	3076 N.	238	Waverly	268	Emard	La Cie des Terrains de la Banlieu de Montreal.	292 Davidson	do	2500
do	3077 N.		Noid.	172	Ahuntsic.	A Rolland.	Ahuntsic	do	500
do	3078 N.		Mance.	12	St Marie	M Ranalli.	12 Lafayette.	do	6500
do	3079 N.		do	12	Laurier.	O Denault.	2348 Esplanade	do	6500
do	3080 N.		Galt.	4088	do	do	do	do	2500
do	3 81 N.		do	4088	St Paul.	F X Dumontier	Galt & Riel.	do	2500
do	3082 N.		do	4088	do	do	do	do	2500
do	3083 N.		do	4088	do	do	do	do	800
do	3084 N.		St Laurent	247-48	Laurier.	J Ettenberg.	131 St Dominique.	2ième classe	3000
do	3085 N.	1117	Clark	2029	do	N Gascon.	1117 Clark.	3ième classe	1300
Oct. 11	3086 N.		Ch Public	2143	St Denis.	H Brault	310 Beaubien	do	2500
do	3087 N.		Huntley	8	do	J Alun	1119 Huntley	do	4000
do	3088 N.		St Hubert	7	do	O St Denis.	2291 St Hubert	do	200
do	3089 R.	200	Decelles	25	Mt Royal.	E Dupras.	200 Dec-les.	do	1200
do	3090 R.	3492	St Hubert	2650	St Denis	E Caron	2964 St Hubert.	do	1000
do	3091 N.	2996	Sanguinet	9	do	L Jamin.	2998 Sanguinet.	do	3000
do	3092 N.	1019	Dorion	30	Papineau	A Préfontaine.	101. Dorion.	do	75
do	3093 N.		St E du Portug.	1707	St Henri.	O Blain	322 St E du Portug.	do	3000
do	3094 N.		Stadacona	23	Hochelaga	O Archambault.	105 Jeanne d'Arc.	do	200
do	3095 R.		Gatineau & Swail	25	Mont Royal.	A Larose	861 Swail.	do	1650
do	3096 N.	1681	St Dominique.	137	Laurier.	C Chaussé.	1975 Parc	do	1650
do	3097 N.	1685	do	137	do	do	do	do	1950
do	3098 N.		do	137	do	do	do	do	
do	3099 N.		St Elizabeth du Portugal	1371	St Henri	Took Pros Ltd	778 Clark.	2ième classe	6000
do	3100 N.		do	8.	Laurier.	O Lavoie.	do	3ième classe	2000
do	3101 N.		do	8.	do	do	do	do	900
do	3102 N.		do	8	do	do	do	do	2200
do	3103 N.		St André	1207	Lafontaine	O Parent	719 St André.	do	5000
do	3104 N.		7me Avenue	172	St Marie	V Menu	419 de Dévis.	do	5000
do	3105 N.		Mont Royal	11.	Delorimier	Dame J Senécal	1159 Mt Royal E.	do	2000
do	3106 N.		do	11.	do	do	do	do	
do	3107 N.	1559	Sanguinet	8a.	Laurier.	Standard Chemical & Iron Lumber Co Ltd	1559 Sanguinet.	do	1000
do	3108 N.	39	Nazareth.	1515	Ste Anne.	Montreal Cotton & Wool Waste Co Limited.	173 Common.	1ière classe	3000
do	3109 N.		Atlantique	11	Laurier.	D Lesaze.	1358 Clark.	3ième classe	3000
do	3110 N.		Maréchal	25	Mont Royal.	J B Bisson	1033 Laurier.	do	1500
Oct. 12	3111 N.		Boyer	448	St Denis.	E Daignault	2768 St Hubert.	do	350
do	3112 N.		Turgeon	1977	St Henri.	J Guilbeault.	82 St Augustine.	do	1000
do	3113 N.		St Charles.	228	Ahuntsic	F Larose	251 Drolet.	do	125
do	3114 N.		Chambord	511.	St Denis.	P Berier	409 Maisonneuve.	do	
do	3115 N.		St J rome & Papineau	1.7	Delorimier	E Richard	841 Mont Royal.	do	5000
do	3116 N.		do	157	do	do	do	do	800
do	3117 R.		Casgrain	275	Laurier	Wilson Patterson Co.	127 Board of Trade.	do	5000
do	3118 R.	621	St Christophe.	1193	Lafontaine	Dr L. Labege	345 Sherbrooke E.	do	1000
do	3119 N.		Covillier	29	Hochelaga	H Ripeau.	St Catherine	do	1300
do	3120 R.	319	Blenny	242	St Louis	John Dewane.	38 Shuter.	2ième classe	
do	3121 N.		St André	1207	Lafontaine	O M Lavoie	661 St André.	3ième classe	9000
do	3122 R.		Parthenais	1574	Papineau	Dominion Oil Cloth Co. Ltd	1192 St Catherine E.	2ième classe	700
do	3123 R.	1234	Sanguinet	969	Laurier.	S U Martin.	1784 Sangu et	3ième classe	3000
do	3124 N.		Plateau.	245	N D de Grâce	Gagné & Cusson.	169 Pk Cartier.	do	4600
do	3125 N.		do	245	do	do	do	do	1500
do	3126 N.		P E O rtier.	1704	St Henri.	J Honlahan.	478 St Emile.	do	
do	3127 N.		St Zorique	208	St Denis.	E Lepage.	468 Lasalle.	do	
do	3128 N.		Beaubien & Chris. Colomb	643	do	Trustees shaw Memorial Church.		2ième classe	22000

ALEX. DECARIE, Pour l'Inspecteur des Edifices. — For Building Inspector.

N. — Nouveaux edifices. — New buildings  
R. — Réparations — Alteratio